

Offrant des parts de série A et de série F

Fonds de crédit privé à intervalle Mackenzie Northleaf
(le « Fonds »)

Un placement dans le Fonds ne convient qu'aux investisseurs à long terme qui peuvent assumer les risques rattachés à une liquidité restreinte des parts. Un investisseur ne devrait pas investir dans le Fonds s'il a besoin d'un placement liquide prévoyant des rachats quotidiens réguliers et offrant la capacité de faire racheter autrement une tranche importante de ses parts sur une base régulière. Le Fonds investit dans des actifs non liquides dans une plus grande mesure que d'autres fonds d'investissement à capital fixe ou d'autres organismes de placement collectif. Les investisseurs devraient consulter leur représentant pour établir la convenance, et la répartition pertinente, du Fonds relativement à leur portefeuille.

Le Fonds est un fonds d'investissement à capital fixe qui procède au placement permanent de ses titres et est structuré sous forme de « fonds à intervalle ». Par conséquent, il diffère des organismes de placement collectif en ceci que ses investisseurs n'ont pas le droit de faire racheter leurs parts à des fréquences régulières. Le Fonds offrira des parts aux fins de souscription à la fin de chaque mois, et présentera des offres de rachat trimestrielles (similaires à des rachats) visant 5 % des parts en circulation, selon leur valeur liquidative. Si une offre de rachat fait l'objet de souscriptions excédentaires, le Fonds rachètera les parts déposées de façon proportionnelle, et les porteurs de parts devront attendre des offres de rachat ultérieures pour présenter une ou plusieurs demandes de rachat supplémentaires de leurs parts.



TABLE DES MATIÈRES

Désignation, constitution et genèse du Fonds	3	Conflits d'intérêts	17
Introduction.....	3	Principaux porteurs de parts	17
Adresse du Fonds et de Placements Mackenzie	3	Entités membres du groupe	18
Constitution du Fonds.....	3	Gouvernance du Fonds	19
Restrictions et pratiques en matière de placement	4	Placements Mackenzie	19
Dispenses de l'application des dispositions du		Comité d'examen indépendant des Fonds Mackenzie	21
Règlement 81-102	4	Suivi relatif aux opérations de prêt, de mise en pension et de	
Restrictions et pratiques ordinaires en matière de placement.....	5	prise en pension de titres	21
Approbation du comité d'examen indépendant	5	Surveillance des opérations sur dérivés	22
Changement des objectifs et des stratégies de placement	5	Modalités et politiques applicables au vote par procuration.....	22
Description des parts	5	Politiques et procédures applicables aux opérations à court	
Séries de parts	6	terme	24
Distributions.....	6	Frais et charges et remises sur les frais de gestion	24
Évaluation des titres en portefeuille	7	Incidences fiscales	24
Différences par rapport aux IFRS.....	9	Rémunération des administrateurs, des dirigeants et des	
Calcul de la valeur liquidative	9	fiduciaires	28
Souscriptions et échanges	10	Contrats importants	29
Souscription de parts.....	10	Déclaration de fiducie principale	29
Comment faire racheter des parts	11	Convention de gestion principale	29
Rachat de parts	11	Convention de dépositaire principale	29
Liquidation du fonds	12	Litiges et instances administratives	30
Responsabilité des activités du Fonds	13	Amendes et sanctions.....	30
Services de gestion	13	Attestation du Fonds et du gestionnaire et promoteur du	
Services de gestion de portefeuille.....	15	Fonds	31
Dispositions en matière de courtage	15		
Fiduciaire	16		
Dépositaire	16		
Mandataire d'opérations de prêt de titres	16		
Prêteurs	17		
Comité d'examen indépendant.....	17		
Auditeur	17		
Administrateur du Fonds	17		

DÉSIGNATION, CONSTITUTION ET GENÈSE DU FONDS

Introduction

La présente notice annuelle contient des renseignements sur le Fonds de crédit privé à intervalle Mackenzie Northleaf (le « **Fonds** »). Le Fonds est géré par Corporation Financière Mackenzie, qui est également le promoteur, l'agent chargé de la tenue des registres, l'agent des transferts et le fiduciaire du Fonds.

Nous avons utilisé des pronoms personnels dans la majeure partie de ce document afin qu'il soit plus facile à lire et à comprendre. Par « **Placements Mackenzie** », « **Mackenzie** », « **notre** », « **nos** » ou « **nous** », on entend généralement Corporation Financière Mackenzie, en sa qualité de fiduciaire et de gestionnaire du Fonds. Par « **votre** », « **vos** » ou « **vous** », on entend le lecteur qui est un investisseur existant ou éventuel du Fonds.

Dans le présent document, tous les fonds d'investissement que nous gérons, y compris le Fonds, sont collectivement appelés les « **Fonds Mackenzie** » et individuellement un « **Fonds Mackenzie** ». Le Fonds est un fonds d'investissement à capital fixe pour l'application des lois sur les valeurs mobilières canadiennes et, par conséquent, sera assujéti à diverses politiques et aux divers règlements qui régissent les fonds d'investissement à capital fixe aux termes du *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* (le « **Règlement 81-102** »). Le Règlement 81-102 régit également les organismes de placement collectif, mais d'une façon distincte des fonds d'investissement à capital fixe.

Le Fonds a été constitué sous forme de fiducie d'investissement à participation unitaire et émet des parts aux investisseurs (les « **parts** »). Les fonds d'investissement à capital fixe diffèrent des organismes de placement collectif en ceci que leurs investisseurs n'ont pas le droit de faire racheter leurs parts à des fréquences régulières. Contrairement à plusieurs fonds d'investissement à capital fixe, qui inscrivent habituellement leurs parts à la cote d'une bourse, le Fonds n'a actuellement pas l'intention d'inscrire les parts aux fins de négociation à la cote d'une bourse, et ne prévoit pas qu'un marché secondaire pour les parts soit créé dans un avenir rapproché. Les parts des Fonds ne sont vendues que par l'intermédiaire de représentants de courtiers inscrits indépendants (les « **conseillers financiers** »).

En vue de procurer une certaine liquidité aux porteurs de parts, le Fonds est structuré sous forme de « fonds à intervalle » et présente des offres de rachat périodiques visant une tranche de ses parts en circulation, ce qui signifie que, chaque trimestre, les investisseurs auront l'occasion de déposer leurs parts aux fins de rachat par le Fonds, comme il est présenté en détail et sous réserve des restrictions décrites à la rubrique « **Rachat des parts** » ci-après. **Un placement dans le Fonds ne convient qu'aux investisseurs à long terme qui**

peuvent assumer les risques rattachés à une liquidité restreinte des parts.

Alors que les fonds à intervalle peuvent être structurés de façon à exposer les investisseurs à un certain nombre de catégories d'actifs, le Fonds investira surtout dans i) des titres de créance privés non liquides et d'autres titres de créance privés (le « **portefeuille privé** ») indirectement par l'intermédiaire de placements dans NSPC ou NSPC-L (définis ci-après), et ii) des titres de sociétés ouvertes et d'autres titres de créance (le « **portefeuille public** ») indirectement par l'intermédiaire de placements dans des fonds négociés en bourse (« **FNB** »), et iii) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Dans la plupart des marchés suivant la période de croissance initiale (définie dans le prospectus simplifié du Fonds), le Fonds investira de 35 % à 65 % (la « **répartition cible** ») de son actif net dans le portefeuille privé.

Le Fonds obtiendra son exposition au portefeuille privé en investissant dans le fonds Northleaf Senior Private Credit (« **NSPC** ») et dans le fonds Northleaf Senior Private Credit-L (« **NSPC-L** ») et, collectivement avec NSPC, les « **Fonds de crédit privé Northleaf** ») et obtiendra son exposition au portefeuille public en investissant dans des FNB gérés par Mackenzie ou des tiers (les Fonds de crédit privé Northleaf et les FNB sous-jacents sont collectivement appelés les « **Fonds sous-jacents** »). Les Fonds de crédit privé Northleaf sont tous deux des véhicules de placement privé qui ont recours à une structure d'« appel de capital » dans le cadre de laquelle les personnes qui investissent dans les Fonds de crédit privé Northleaf s'engagent (les « **engagements en capital** ») à financer un montant déterminé de capital dans l'avenir. Ces engagements de capital sont prélevés par les Fonds de crédit privé Northleaf en versements périodiques. Le Fonds peut investir l'encaisse nécessaire pour combler les engagements en capital qu'il a pris, mais qui n'ont pas encore été prélevés par le ou les Fonds de crédit privé Northleaf, dans les actifs qu'il juge appropriés, à son entière appréciation, notamment des FNB et d'autres placements relativement liquides.

Adresse du Fonds et de Placements Mackenzie

Notre siège et unique bureau du Fonds, ainsi que son adresse commerciale, est situé au 180, rue Queen Ouest, Toronto (Ontario) M5V 3K1.

Constitution du Fonds

Le Fonds est actuellement régi par les modalités d'une déclaration de fiducie principale datée du 17 décembre 2021 (la « **déclaration de fiducie principale** »).

RESTRICTIONS ET PRATIQUES EN MATIÈRE DE PLACEMENT

Dispenses de l'application des dispositions du Règlement 81-102

Le prospectus simplifié renferme une description détaillée des objectifs et des stratégies de placement du Fonds, de même que des risques auxquels il est exposé. En outre, le Fonds est assujéti à certaines restrictions et pratiques contenues dans la législation en valeurs mobilières, y compris le Règlement 81-102, qui visent notamment à faire en sorte que les placements des fonds d'investissement soient diversifiés et que les fonds d'investissement soient gérés de façon adéquate. Nous entendons gérer les Fonds conformément à ces restrictions et pratiques ou obtenir une dispense auprès des autorités en valeurs mobilières avant de mettre en œuvre tout changement. Le texte qui suit fournit une description des dispenses que le Fonds a reçues à l'égard de l'application des dispositions du Règlement 81-102 et/ou une description de l'activité générale de placement.

Dispense relative au fonds à intervalle

Le Fonds a obtenu les dispenses suivantes du Règlement 81-102 (la « **dispense relative au fonds à intervalle** ») :

- le paragraphe 2.1(1.1), pour lui permettre d'investir plus de 10 % de sa VL dans des titres de chaque Fonds de crédit privé Northleaf;
- le paragraphe 2.2(1), pour lui permettre de détenir plus de 10 % des droits de vote ou des titres de capitaux propres de chaque Fonds de crédit privé Northleaf;
- le paragraphe 2.4(4), pour lui permettre d'investir plus de 20 % de sa VL dans des placements non liquides;
- le paragraphe 2.4(5), pour lui permettre d'investir plus de 25 % de sa VL dans des actifs non liquides pendant 90 jours ou plus;
- le paragraphe 2.4(6), pour lui permettre de ne pas devoir ramener le pourcentage de sa VL constituée d'actifs non liquides à 25 % ou moins;
- le paragraphe 10.4(1.2), pour lui permettre de payer le produit du rachat rattaché au rachat de parts plus tard que 15 jours ouvrables après la date de fixation du prix de rachat applicable.

La dispense relative au fonds à intervalle est assujéti à une disposition de temporisation de cinq ans. Cela signifie que, si après la période de cinq ans débutant le 24 janvier 2022, les autorités canadiennes en valeurs mobilières ne renouvellent pas notre dispense relative au fonds à intervalle, ou si les règlements applicables permettant au Fonds d'exercer ses activités sans la dispense relative au fonds à intervalle ne sont pas mis en œuvre, nous serons tenus de lancer un processus de dissolution en vue de liquider le Fonds. Le processus de dissolution du Fonds pourrait prendre environ

quatre ans ou davantage en fonction de la liquidité des titres de crédit privé sous-jacents détenus dans les Fonds de crédit privé Northleaf. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la liquidation du Fonds, veuillez vous reporter à la rubrique « **Liquidation du Fonds** » ci-après.

Dispense relative aux FNB cotés aux États-Unis

Compte tenu de l'inclusion des OPC alternatifs dans le Règlement 81-102, cette dispense relative aux FNB ne s'applique qu'aux fonds négociés en bourse cotés aux États-Unis.

- i) Les autorités canadiennes en valeurs mobilières ont accordé au Fonds une dispense qui lui permet d'acheter et de détenir des titres dans les types de FNB suivants (collectivement, les « **FNB sous-jacents** ») :
 - a) des FNB qui tentent de procurer des résultats quotidiens qui reproduisent le rendement quotidien d'un indice boursier largement utilisé (l'« **indice sous-jacent** » du FNB) selon un multiple de jusqu'à 200 % (des « **FNB haussiers à effet de levier** »), selon l'inverse d'un multiple de jusqu'à 100 % (des « **FNB à rendement inverse** ») ou selon l'inverse d'un multiple de jusqu'à 200 % (des « **FNB baissiers à effet de levier** »);
 - b) des FNB qui tentent de reproduire le rendement de l'or ou de l'argent ou la valeur d'un dérivé visé dont l'or ou l'argent est l'élément sous-jacent sans effet de levier (l'« **élément or ou argent sous-jacent** ») ou selon un multiple de jusqu'à 200 % (collectivement, les « **FNB d'or et d'argent à effet de levier** »);
 - c) des FNB qui investissent directement, ou indirectement au moyen de dérivés, dans des marchandises, y compris, notamment, les produits de l'agriculture ou le bétail, l'énergie, les métaux précieux et les métaux industriels, sans effet de levier (les « **FNB de marchandises sans effet de levier** » et, collectivement avec les FNB d'or et d'argent à effet de levier, les « **FNB de marchandises** »).

La dispense est assortie des conditions suivantes :

- le placement du Fonds dans les titres d'un FNB sous-jacent doit être conforme à ses objectifs de placement fondamentaux;
- les titres du FNB sous-jacent doivent être négociés à une bourse au Canada ou aux États-Unis;
- le Fonds ne peut acheter de titres d'un FNB sous-jacent si, immédiatement après l'achat, plus de 10 % de la VL du Fonds, selon la valeur marchande au moment de l'opération, est composé de titres de FNB sous-jacents;
- le Fonds ne peut acheter de titres de FNB à rendement inverse ou de FNB baissiers à effet de levier ni vendre à

découvert des titres de tels FNB si, immédiatement après l'opération, l'exposition de la valeur marchande totale que représente l'ensemble des titres achetés et/ou vendus à découvert correspond à plus de 20 % de la VL du Fonds, selon la valeur marchande au moment de l'opération.

Restrictions et pratiques ordinaires en matière de placement

Les autres restrictions et pratiques ordinaires en matière de placement énoncées dans le Règlement 81-102 sont réputées faire partie intégrante de la présente notice annuelle. Vous pouvez vous procurer un exemplaire des restrictions et pratiques ordinaires en matière de placement adoptées par le Fonds en nous écrivant à l'adresse indiquée à la rubrique « **Adresse du Fonds et de Placements Mackenzie** ».

Comme le permet le *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (« **Règlement 81-107** »), le Fonds peut participer à des opérations entre fonds, sous réserve du respect de certaines conditions, y compris, en ce qui concerne les titres cotés, que les opérations soient réalisées au cours du marché d'un titre plutôt qu'au dernier cours vendeur avant l'exécution de l'opération. Par conséquent, le Fonds a obtenu une dispense l'autorisant à réaliser des opérations entre fonds si le titre est un titre coté et que l'opération est réalisée au dernier cours vendeur immédiatement avant sa réalisation, sur une bourse à la cote de laquelle le titre est inscrit ou coté.

Approbation du comité d'examen indépendant

Le comité d'examen indépendant (« **CEI** ») des Fonds Mackenzie, formé aux termes du *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (le « **Règlement 81-107** »), a approuvé une instruction permanente visant à permettre aux Fonds d'acquérir les titres de certains émetteurs qui nous sont apparentés, comme il est prévu au Règlement 81-107. Les émetteurs qui nous sont apparentés comprennent des émetteurs ayant le contrôle de Mackenzie ou des émetteurs contrôlés par les mêmes personnes que Mackenzie. Malgré les dispositions du Règlement 81-107 et l'instruction permanente adoptée par le CEI, nous estimons qu'il est inapproprié pour le Fonds

d'investir dans des titres émis par la Société financière IGM Inc., laquelle est indirectement propriétaire de la totalité des actions ordinaires en circulation de Mackenzie. Le CEI vérifie au moins chaque trimestre les opérations de placement effectuées par le Fonds lorsque celles-ci visent des titres d'émetteurs apparentés. Plus précisément, le CEI s'assure de ce qui suit à l'égard de chacune des décisions de placement :

- qu'elle n'a pas été influencée d'aucune façon que ce soit par un émetteur apparenté ou d'autres entités liées au Fonds ou à nous ni prise dans leur intérêt;
- qu'elle reflète notre jugement commercial, compte tenu uniquement de l'intérêt du Fonds;
- qu'elle est conforme à nos politiques et à l'instruction permanente du CEI;
- qu'elle donne lieu à un résultat juste et raisonnable pour le Fonds.

Le CEI est tenu d'aviser les autorités en valeurs mobilières de tout manquement de notre part dont il a connaissance à l'une des conditions susmentionnées.

Veillez consulter la rubrique « **Comité d'examen indépendant des Fonds Mackenzie** » pour obtenir de plus amples renseignements sur le CEI.

Changement des objectifs et des stratégies de placement

Les objectifs de placement du Fonds ne peuvent être modifiés qu'après l'obtention du consentement des investisseurs du Fonds au cours d'une assemblée spécialement convoquée à cette fin. Les stratégies de placement indiquent comment le Fonds entend atteindre ses objectifs de placement. À titre de gestionnaire du Fonds, nous pouvons modifier les stratégies de placement à l'occasion; nous vous aviserons toutefois de notre intention, au moyen d'un communiqué, s'il s'agit d'un changement important au sens du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le « **Règlement 81-106** »). Selon le Règlement 81-106, « changement important » s'entend d'un changement dans l'activité, l'exploitation ou les affaires du Fonds qui serait considéré comme important par un investisseur raisonnable au moment de décider s'il doit souscrire des parts du Fonds ou les conserver.

DESCRIPTION DES PARTS

Le Fonds est lié à un portefeuille de placement précis et à des objectifs et des stratégies de placement précis et peut offrir de nouvelles séries, à tout moment sans vous en aviser ni obtenir votre approbation.

Le Fonds a droit au rendement total (y compris les gains réalisés ou non) des actifs de son portefeuille, déduction faite de la tranche des frais de gestion, des frais d'administration et des charges du fonds

(comme il est indiqué dans le prospectus simplifié du Fonds) qui lui est attribuable.

Les porteurs de parts de chaque série du Fonds ont droit à une part proportionnelle du rendement net du Fonds. Ils ont aussi le droit de toucher des distributions, lorsqu'elles sont déclarées, et de recevoir, au moment du rachat, la VL de la série.

Séries de parts

Les frais de chacune des séries du Fonds sont comptabilisés séparément et une VL distincte est calculée pour les parts de chaque série. Même si l'argent que d'autres investisseurs et vous affectez à la souscription de parts et aux dépenses afférentes à chaque série est comptabilisé par série dans les registres administratifs du Fonds, les actifs de toutes les séries du Fonds sont regroupés pour créer un seul portefeuille aux fins de placement.

Il y a actuellement deux (2) séries de parts offertes aux termes du prospectus simplifié, soit les séries A et F. La mise de fonds minimale et les critères d'admissibilité pour la souscription de parts des séries sont présentés en détail dans le prospectus simplifié.

Distributions

Le Fonds entend verser suffisamment de distributions de revenu net et de gains en capital nets annuellement à ses investisseurs pour qu'il ne soit pas tenu de payer de l'impôt sur le revenu ordinaire aux termes de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) (la « **Loi de l'impôt** »). Il peut également verser des remboursements de capital. Le Fonds peut également verser des distributions de revenu net, de gains en capital nets et/ou des remboursements de capital, à tout moment que nous pouvons, en qualité de gestionnaire, déterminer à notre appréciation.

Le Fonds peut attribuer des gains en capital nets sous forme de distribution de rachat à un investisseur qui fait racheter les parts du Fonds. Tout solde du revenu net ou des gains en capital nets du Fonds devant être distribué sera réparti parmi les séries de parts du Fonds, en fonction de la VL relative des séries et des frais de chaque série pouvant être portés en diminution du revenu net ou des gains en capital nets, au plus tard à la date de distribution et sera distribué proportionnellement aux investisseurs de chaque série à la date de versement des distributions. Une telle distribution aura lieu environ sept jours ouvrables suivant la date ou les dates de clôture des registres pour les distributions, à notre gré.

Notre chef des placements et les gestionnaires de portefeuille principaux qui effectuent des placements dans les Fonds Mackenzie qu'ils gèrent ne paient pas de frais de gestion à l'égard des placements effectués dans les parts de série F. Ils peuvent avoir droit à des distributions spéciales à partir du Fonds afin de profiter de la remise sur les frais de gestion. En ce qui a trait aux parts de série F, ces personnes recevront une distribution spéciale du Fonds qu'elles gèrent, de sorte que l'attribution des frais de gestion soit ramenée à zéro.

Liquidation et autres droits de résiliation

Si le Fonds en vient à être dissous (ou si une série de parts du Fonds était annulée), chaque part que vous possédez donnera droit à nombre égal avec chaque autre part de la même série à l'actif du Fonds, après que toutes les dettes du Fonds (ou celles attribuées à la série de parts annulée) auront été réglées ou que des sommes auront été mises de côté à cet égard. Pour obtenir de plus amples

renseignements sur la dissolution du Fonds, veuillez vous reporter à la rubrique « **Liquidation du Fonds** » ci-après.

Droits de conversion et de rachat

Étant donné qu'un « fonds à intervalle » a des caractéristiques de rachat restreint, vous ne pouvez pas échanger des parts du Fonds contre des parts d'un autre Fonds Mackenzie, ou vice-versa, ni échanger des parts entre séries du Fonds.

Chaque trimestre, les investisseurs auront l'occasion de déposer leurs parts aux fins de rachat par le Fonds, comme il est présenté en détail et sous réserve des restrictions décrites à la rubrique « **Programme de rachat** » ci-après.

Droits de vote et changements soumis à l'approbation des investisseurs

Vous êtes autorisé à exercer un vote pour chaque part que vous détenez à toute assemblée des investisseurs du Fonds et à toute assemblée convoquée uniquement pour les investisseurs de cette série de parts. Nous sommes tenus de convoquer une assemblée des investisseurs du Fonds afin que soient étudiés et approuvés, par au moins la majorité des voix exprimées à l'assemblée (en personne ou par voie de procuration), les changements importants suivants, s'ils sont proposés :

- un changement dans la convention de gestion du Fonds ou la conclusion d'un nouveau contrat faisant que le calcul des frais de gestion ou des autres dépenses qui sont imputés au Fonds ou à vous pourrait entraîner une augmentation des charges payables par le Fonds ou par vous, à moins
 - que le contrat soit négocié sans lien de dépendance avec une partie autre que nous ou autre qu'une des personnes avec qui nous avons un lien ou encore autre que l'un des membres du même groupe que nous, et se rapporte à des services liés à l'exploitation du Fonds; et
 - que vous receviez un avis écrit d'au moins 60 jours avant la date d'entrée en vigueur du changement proposé;
- un changement de gestionnaire du Fonds (sauf s'il s'agit d'un membre de notre groupe);
- un changement des objectifs de placement du Fonds;
- une diminution de la fréquence de calcul de la VL pour chaque série de parts;
- certaines restructurations importantes du Fonds;
- toute autre question qui doit être soumise au vote des investisseurs du Fonds aux termes des documents constitutifs de ce dernier, des lois applicables ou d'un contrat quelconque.

Autres changements

Vous recevrez un préavis écrit d'au moins 60 jours à l'égard de ce qui suit :

- un changement d'auditeur du Fonds;
- le Fonds entreprend une restructuration avec un autre fonds d'investissement ou lui cède ses actifs, à condition que le Fonds cesse d'exister suivant la restructuration ou la cession de ses actifs et que vous deveniez un porteur de titres d'un autre Fonds (autrement, un vote sera requis).

Nous vous remettons généralement un préavis d'au moins 30 jours (à moins qu'un préavis plus long ne soit exigé aux termes de la législation en valeurs mobilières) pour modifier la déclaration de fiducie principale dans les circonstances suivantes :

- lorsque la législation en valeurs mobilières exige qu'un avis écrit vous soit remis avant la prise d'effet du changement;
- lorsque la modification serait autorisée aux termes de la législation en valeurs mobilières, mais que nous croyons raisonnablement que la modification proposée est susceptible de porter atteinte à vos intérêts financiers ou à

vos droits, de sorte qu'il est équitable de vous donner un préavis sur la modification proposée.

En règle générale, nous pouvons également modifier la déclaration de fiducie principale sans vous envoyer de préavis et sans obtenir votre approbation, si nous croyons que la modification proposée n'est pas raisonnablement susceptible de vous porter atteinte ou :

- afin d'assurer la conformité aux lois, aux règlements ou aux politiques qui s'appliquent;
- afin d'assurer votre protection;
- afin de supprimer les conflits ou les incohérences entre la déclaration de fiducie principale et toute loi, tout règlement ou toute politique applicable au Fonds, au fiduciaire ou à ses mandataires;
- afin de corriger les erreurs typographiques, les erreurs d'écriture ou autres;
- afin de faciliter l'administration du Fonds ou de tenir compte des modifications de la Loi de l'impôt qui sont susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur le régime fiscal du Fonds ou le vôtre, si aucun changement n'est apporté.

ÉVALUATION DES TITRES EN PORTEFEUILLE

Les titres en portefeuille du Fonds sont évalués à la fermeture (l'« **heure d'évaluation** ») de la Bourse de Toronto (la « **TSX** ») au moins une fois par semaine et le dernier jour ouvrable de chaque mois (la « **date d'évaluation** »). Étant donné que les parts du Fonds sont offertes uniquement une fois par mois, la VL à la fin du mois sera utilisée pour les opérations, alors que les VL hebdomadaires seront utilisées à des fins d'information. La valeur des titres en portefeuille et des autres actifs du Fonds est établie comme suit :

- La valeur de toute encaisse détenue ou déposée, de tous les effets, billets et comptes clients, frais payés d'avance, dividendes en espèces et intérêts déclarés ou accumulés, mais non encore reçus, est généralement établie selon leur montant intégral, à moins que nous ayons décidé que ces actifs ont une valeur moindre que ce montant intégral, auquel cas leur valeur sera celle que nous jugeons de façon raisonnable être juste.
- Les titres en portefeuille cotés à une bourse sont évalués à leur cours de clôture ou au dernier cours vendeur déclaré avant l'heure d'évaluation ce jour de bourse ou, si aucun cours de clôture ni aucune vente ne sont déclarés avant l'heure d'évaluation ce jour de bourse, à la moyenne des derniers cours vendeur et acheteur déclarés avant l'heure d'évaluation ce jour de bourse.
- Les titres en portefeuille du Fonds non cotés à une bourse qui sont négociés sur le marché hors cote sont évalués au dernier cours vendeur déclaré avant l'heure d'évaluation ce jour de bourse ou, si aucune vente n'est déclarée avant l'heure d'évaluation ce jour de bourse, à la moyenne des derniers cours vendeur et acheteur déclarés avant l'heure d'évaluation ce jour de bourse.

- Malgré ce qui précède, si les titres en portefeuille sont intercotés ou négociés sur plus d'une bourse ou d'un marché, nous nous servirons du cours de clôture, du dernier cours vendeur ou de la moyenne des derniers cours vendeur et acheteur, selon le cas, qui ont été déclarés avant l'heure d'évaluation sur la bourse ou le marché que nous considérons être la principale bourse ou le principal marché pour ces titres.
- Les titres à revenu fixe inscrits à la cote d'une bourse seront évalués au cours de fermeture ou à leur dernier cours de vente déclaré avant l'heure d'évaluation ce jour de bourse ou, s'il n'y a pas de cours de fermeture et si aucune vente n'est déclarée avant l'heure d'évaluation ce jour de bourse, à la moyenne des derniers cours vendeur et acheteur déclarés avant l'heure d'évaluation ce jour de bourse.
- Les titres à revenu fixe non cotés en bourse du Fonds sont évalués à leur juste valeur établie selon les prix fournis par des établissements reconnus, des participants au marché ou selon des modèles d'établissement des prix établis avant l'heure d'évaluation ce jour de bourse.
- Lorsque le Fonds possède des titres d'un Fonds sous-jacent, les titres du Fonds sous-jacent sont évalués selon le cours calculé par le gestionnaire de l'autre Fonds sous-jacent pour la série de titres applicables du Fonds sous-jacent ce jour de bourse, conformément aux actes constitutifs du Fonds sous-jacent. Dans le cas d'un Fonds de crédit privé Northleaf, qui évalue ses actifs et ses passifs à la juste valeur conformément à la Partie II du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* (« Normes comptables pour les entreprises à capital fermé ») (« **PCGR** »), en plus de recevoir de l'information sur la valeur liquidative par titre à

l'égard d'un Fonds de crédit privé Northleaf en date du dernier jour ouvrable de chaque trimestre civil, Northleaf, à titre de gestionnaire des Fonds de crédit privé Northleaf, a prévu que le Fonds recevra de l'information indicative pour l'évaluation mensuelle au sujet des Fonds de crédit privé Northleaf qui ne doit pas être utilisée afin de traiter les opérations des investisseurs au sein des Fonds de crédit privé Northleaf, mais plutôt par le Fonds pour l'aider à calculer sa valeur liquidative.

- Les positions acheteur sur des options, des titres assimilables à un titre de créance et des bons de souscription sont évaluées à la valeur marchande courante de leurs positions.
- Lorsque le Fonds vend une option, la prime reçue par celui-ci est inscrite comme un crédit reporté. Ce crédit reporté correspond à la valeur marchande courante de l'option qui serait nécessaire pour liquider la position. Toute différence découlant d'une réévaluation sera considérée comme un gain ou une perte non réalisé sur le placement. Le crédit reporté doit être déduit de la VL du Fonds. Les titres en portefeuille du Fonds qui sont l'objet de l'option vendue continueront d'être évalués à la valeur marchande courante, telle que nous l'avons établie.
- Les couvertures sur devises sont évaluées à leur valeur marchande ce jour de bourse et toute différence qui résulterait d'une réévaluation sera traitée comme un gain ou une perte non réalisé sur le placement.
- La valeur des contrats à terme de gré à gré ou des swaps est le gain ou la perte, le cas échéant, qui se dégagerait si, ce jour de bourse, la position sur les contrats à terme de gré à gré ou les swaps, selon le cas, était liquidée.
- La valeur d'un contrat à terme standardisé sera :
 - si les limites quotidiennes imposées par le marché à terme où le contrat à terme standardisé a été émis ne sont pas en vigueur, le gain ou la perte qui serait réalisé sur le contrat à terme standardisé si, ce jour de bourse, la position sur les contrats à terme standardisés était liquidée;
 - si les limites quotidiennes imposées par le marché à terme où le contrat à terme standardisé a été émis sont en vigueur, fondée sur la valeur marchande courante de l'élément sous-jacent du contrat à terme standardisé.
- La marge payée ou déposée pour des contrats à terme standardisés ou des contrats à terme de gré à gré est prise en compte comme débiteur et la marge composée d'actifs autres que des espèces est indiquée comme détenue à titre de marge.
- Les titres en portefeuille dont la revente fait l'objet de restrictions ou de limitations, par la loi ou par l'effet d'une déclaration, d'un engagement ou d'un contrat du Fonds, sont évalués à la moindre des valeurs suivantes :
 - leur valeur selon les cotations publiées d'usage commun ce jour de bourse;
 - la valeur marchande des titres en portefeuille de la même catégorie ou de la même série d'une catégorie,

dont la revente ne fait pas l'objet de restrictions (les « **titres correspondants** »), réduite d'un escompte équivalant à la différence entre le coût d'acquisition des titres en question et la valeur marchande des titres correspondants à la date de la souscription. Ce montant diminue de façon proportionnelle au cours de la période de restriction jusqu'au moment où les titres ne font plus l'objet de restrictions.

- Pour ce qui est des titres en portefeuille dont le cours est donné en devise, le cours est converti en dollars canadiens au moyen d'un taux de change en vigueur à la fermeture des marchés nord-américains ce jour de bourse.
- Malgré ce qui précède, les titres en portefeuille et les autres actifs pour lesquels aucune cote du marché, de notre avis, n'est exacte ou fiable ou dont la cote du marché ne tient pas compte des renseignements importants disponibles ou ne peut être obtenue facilement sont évalués à leur juste valeur, telle que nous l'avons établie.

Si un titre en portefeuille ne peut être évalué selon les règles précitées ou selon toute autre règle en matière d'évaluation adoptée aux termes des lois sur les valeurs mobilières pertinentes, ou si toute règle adoptée par nous, mais non énoncée dans les lois sur les valeurs mobilières applicables, n'est pas pertinente compte tenu des circonstances, nous utiliserons une évaluation que nous considérons comme juste et raisonnable et qui est dans votre intérêt. Dans ces circonstances, nous reverrons généralement les communiqués concernant le titre en portefeuille, discuterons d'une évaluation appropriée avec d'autres gestionnaires de portefeuille, des analystes et l'Institut des fonds d'investissement du Canada et consulterons d'autres sources pour procéder à une évaluation juste et appropriée. Si les règles précitées sont en conflit avec les règles en matière d'évaluation adoptées conformément aux lois sur les valeurs mobilières pertinentes, nous utiliserons les règles en matière d'évaluation adoptées aux termes de ces lois.

Les actes constitutifs du Fonds contiennent les détails du passif qui doivent être inclus dans le calcul de la VL pour chaque série de parts du Fonds. Le passif du Fonds comprend, notamment, tous les effets, les billets et les comptes créditeurs, tous les frais de gestion, frais d'administration et charges du fonds payables ou courus, tous les engagements contractuels relatifs au paiement de fonds ou de biens, toutes les provisions que nous autorisons ou approuvons pour les impôts (le cas échéant) ou les engagements éventuels et tout autre élément de passif du Fonds. Nous déterminerons, de bonne foi, si le passif constitue des frais attribuables à la série en cause ou des frais courants du Fonds. Aux fins du calcul de la VL pour chaque série de parts, nous utiliserons les renseignements les plus récents publiés chaque jour de bourse. L'achat ou la vente de titres en portefeuille du Fonds sera pris en compte au plus tard lors du premier calcul de la VL pour chaque série de parts après la date où l'achat ou la vente devient irrévocable.

Au cours des trois (3) dernières années, nous n'avons pas fait le choix de nous écarter des pratiques d'évaluation des Fonds Mackenzie décrites ci-dessus.

Différences par rapport aux IFRS

Conformément aux modifications apportées au Règlement 81-106, la juste valeur d'un titre en portefeuille utilisée pour déterminer le cours quotidien des parts du Fonds pour les souscriptions et les rachats des investisseurs sera établie en fonction des principes d'évaluation du Fonds décrits ci-dessus, lesquels pourraient différer des exigences des Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Par conséquent, la valeur déclarée des titres détenus par le Fonds peut être différente de celle qui figure dans ses états financiers annuels et intermédiaires.

CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

La VL du Fonds, au moment d'une évaluation, est la valeur marchande des actifs du Fonds, moins ses passifs. Le Fonds a demandé et obtenu une dispense des exigences prévues à l'alinéa 3) b) de l'article 14.2 du Règlement 81-106 afin de calculer la VL une fois par jour. Mackenzie calculera une VL du Fonds au moins une fois par semaine et à chaque fin de mois. Puisque les parts du Fonds sont offertes uniquement une fois par mois, la VL à la fin du mois sera utilisée pour les opérations, alors que les VL hebdomadaires seront utilisés à des fins d'information.

Valeur liquidative mensuelle

À 16 h (heure de Toronto) le dernier jour ouvrable de chaque mois et à tout autre jour que le gestionnaire peut fixer à son seul gré (chacune, une « **date d'évaluation mensuelle** »), Compagnie Trust CIBC Mellon, pour le compte du gestionnaire, calculera la valeur liquidative du Fonds et la valeur liquidative par part de chaque série de parts.

La valeur liquidative mensuelle du Fonds est partiellement tributaire des renseignements fournis par les Fonds de crédit privé Northleaf. Par conséquent, elle sera habituellement disponible seulement après que le gestionnaire aura reçu la valeur liquidative des Fonds de crédit privé Northleaf, ce qui aura lieu en général après que le gestionnaire aura reçu les valeurs liquidatives des Fonds sous-jacents du portefeuille public en raison de la nature privée et non négociée en bourse des placements détenus par les Fonds de crédit privé Northleaf. Par conséquent, la valeur liquidative mensuelle du Fonds pour une date d'évaluation mensuelle donnée sera habituellement disponible sept jours ouvrables après la fin du mois.

Valeur liquidative hebdomadaire

À 16 h (heure de Toronto) chaque vendredi et à tout autre jour que le gestionnaire fixe à son seul gré (chacune, une « **date d'évaluation hebdomadaire** »), Compagnie Trust CIBC Mellon, pour le compte du gestionnaire, calculera la valeur liquidative hebdomadaire du Fonds et la valeur liquidative par part hebdomadaire de chaque série de parts. Les VL hebdomadaires seront utilisées à des fins d'information seulement.

Étant donné qu'elle est fournie uniquement à des fins informatives et que la valeur liquidative des Fonds de crédit privé

Northleaf n'est calculée qu'une fois par mois, la valeur liquidative hebdomadaire du Fonds correspondra aux valeurs hebdomadaires courantes du portefeuille public et à la dernière valeur liquidative calculée des Fonds de crédit privé Northleaf. La valeur liquidative du Fonds pour une date d'évaluation hebdomadaire donnée sera habituellement disponible sept jours ouvrables après la date d'évaluation hebdomadaire.

Généralités

Une VL distincte pour chacune des séries de parts du Fonds sera calculée étant donné que les frais de gestion, les frais d'administration et les charges du fonds pour chaque série sont différents.

Pour les parts de chaque série du Fonds, la VL par titre est calculée en :

- **additionnant** la quote-part de la trésorerie, des titres en portefeuille et de tout autre actif du Fonds attribués à cette série;
- **soustrayant** les passifs applicables à cette série de parts (ce qui comprend la quote-part des passifs communs attribuables à cette série et les passifs attribuables directement à la série);
- **divisant** l'actif net par le nombre total de parts de cette série détenues par les investisseurs.

En règle générale, la VL de chaque série de parts augmentera ou diminuera proportionnellement avec l'augmentation ou la diminution de la VL du Fonds (avant la déduction des frais et des charges propres à une série).

La VL d'une série correspond à un pourcentage de la VL du Fonds (d'après les VL respectives de chaque série immédiatement après la date d'évaluation mensuelle précédente, compte tenu des souscriptions et des rachats liés à cette date).

La VL ainsi calculée servira à déterminer les honoraires du gestionnaire (et des autres fournisseurs de services) et sera publiée, déduction faite de toutes les charges payées et payables. La VL mensuelle servira à déterminer le prix de souscription et la valeur de rachat des parts. Si ces calculs ne respectent pas les IFRS, les états financiers du Fonds comprendront une note de rapprochement

expliquant tout écart entre cette VL publiée et celle aux fins de présentation des états financiers.

Lorsqu'une série du Fonds déclare des distributions (autres que des distributions des frais de gestion), la VL par titre de cette série diminue du montant des distributions par titre à la date de versement.

La VL par part du Fonds pourrait être volatile. Les investisseurs devraient examiner les facteurs de risque liés aux évaluations énoncés dans le prospectus simplifié du Fonds.

Toute personne peut obtenir gratuitement la VL du Fonds et la VL par titre en composant le **1 800 387-0615** (service en français) ou le **1 800 387-0614** (service en anglais).

SOUSCRIPTIONS ET ÉCHANGES

Souscription de parts

Vous pouvez souscrire des parts du Fonds par l'intermédiaire de votre conseiller financier ou courtier. Les souscriptions seront traitées le dernier jour ouvrable (un « **jour ouvrable** » désigne un jour où la Bourse de Toronto est ouverte) de chaque mois ou tout autre jour que le gestionnaire peut permettre (chacun, une « **date de souscription** »); le gestionnaire pouvant accepter ou rejeter des souscriptions en totalité ou en partie à son seul gré. Le gestionnaire doit recevoir les souscriptions au moins trois jours ouvrables (la « **date limite de l'opération** ») avant la date de souscription pertinente. Les investisseurs ont le droit de se retirer du Fonds jusqu'à cinq jours ouvrables après la « **date limite de l'opération** ».

Le conseiller financier ou courtier que vous choisissez est votre mandataire; il vous fera des recommandations de placement qui correspondent à votre tolérance au risque et à vos objectifs de rendement et passera des ordres de souscription ou de rachat pour votre compte. Nous ne sommes pas responsables des recommandations que vous fait votre conseiller financier et sommes autorisés à nous fier aux directives que nous aura transmises votre conseiller financier ou votre courtier, de façon électronique ou autre, sans les valider auprès de vous.

Si nous recevons votre ordre avant 16 h (heure de Toronto) à la date limite de l'opération, nous traiterons votre ordre à la VL calculée vers le septième jour ouvrable suivant la fin du mois. Les ordres de souscription reçus après 16 h à la date limite de l'opération seront traités après la date de souscription suivante.

Les parts de série A peuvent être souscrites selon le **mode de souscription avec frais d'acquisition**, aux termes duquel vous pouvez être tenu de verser à votre courtier des frais d'acquisition négociables.

Vous trouverez des détails sur les modes de souscription et la marche à suivre pour présenter un ordre de souscription dans le prospectus simplifié, à la rubrique « **Souscriptions, échanges et rachats** ».

Aucuns frais d'acquisition ne s'appliquent à la souscription de parts de série F du Fonds; cependant, les parts de série F ne sont en général offertes que si vous versez à votre courtier des honoraires professionnels ou des frais reposant sur l'actif.

Rémunération du courtier

Le mode de souscription avec frais d'acquisition aura une incidence sur la rémunération à laquelle votre courtier aura droit initialement au moment de l'opération de souscription. Veuillez consulter la rubrique « **Rémunération du courtier** » du prospectus simplifié pour obtenir de plus amples renseignements sur la rémunération que nous versons aux courtiers pour la vente des parts du Fonds.

Comment échanger des parts d'une série contre des parts d'une autre série du même Fonds

Étant donné qu'un « fonds à intervalle » a des caractéristiques de rachat restreint, vous ne pouvez pas échanger des parts du Fonds contre des parts d'un autre Fonds Mackenzie, ou vice-versa, ni échanger des parts entre séries du Fonds.

Remise des aperçus du fonds, des prospectus, des états et des rapports

Nous vous ferons parvenir les documents suivants et votre conseiller financier ou votre courtier peut également le faire :

- les aperçus du fonds, et toute autre modification, autres que celles décrites ci-après;
- les avis d'exécution pour les souscriptions ou les rachats de parts de votre Fonds;
- les états de compte;
- à votre demande, le prospectus simplifié, les états financiers annuels audités ou les états financiers semestriels non audités du Fonds ainsi que les rapports annuels de la direction sur le rendement du fonds ou les rapports de la direction intermédiaires sur le rendement du fonds, ou les deux;
- si le Fonds a effectué une distribution, les feuillets T3 tous les ans (les résidents du Québec recevront également un relevé 16).

Vous devriez conserver tous les avis d'exécution et tous les états de compte, car ils vous aideront à préparer votre déclaration d'impôt et à calculer le prix de base rajusté de vos parts à des fins fiscales. Veuillez prendre note que chacun de ces documents est également disponible par voie électronique à l'adresse www.placementsmackenzie.com par l'intermédiaire d'AccèsClient (service auquel vous devez vous inscrire).

COMMENT FAIRE RACHETER DES PARTS

Rachat de parts

Étant donné que le Fonds sera exploité en tant que fonds à intervalle, il présentera des offres de rachat trimestrielles (qui sont essentiellement similaires à des rachats) le dernier jour ouvrable des mois de mars, juin, septembre et décembre de chaque année (une « **date de fixation du prix de rachat** »). Les offres de rachat seront plafonnées à 5 % des parts du Fonds en circulation, selon leur VL (la « **limite de rachat** ») conformément au calendrier suivant :

- Chaque trimestre, nous informerons les porteurs de parts du Fonds de l'offre de rachat (au moins 21 jours civils avant la date limite de demande de rachat (définie ci-après)) au moyen d'un affichage sur une page de renvoi exclusive de notre site Web, à l'adresse www.placementsmackenzie.com (l'« **avis d'offre de rachat** »). L'avis d'offre de rachat décrira les modalités de l'offre de rachat, notamment i) la date limite de demande de rachat (définie ci-après), la date de fixation du prix de rachat et la date limite du paiement du rachat (définie ci-après); ii) un énoncé sur le risque lié à la fluctuation de la VL entre la date limite de demande de rachat et la date de fixation du prix de rachat; iii) les procédures pour déposer des parts et pour modifier ou révoquer un dépôt jusqu'à la date limite de demande de rachat; iv) les circonstances dans lesquelles le Fonds peut suspendre ou reporter une offre de rachat; v) les renseignements sur l'endroit et le moment où les porteurs de parts peuvent consulter la dernière VL calculée du Fonds, et vi) le formulaire de dépôt en réponse au rachat que l'investisseur doit remettre pour déposer ses parts.
- Après l'avis d'offre de rachat, les porteurs de parts auront au moins 21 jours civils pour nous remettre le formulaire de dépôt en réponse au rachat (soit la date avant laquelle les porteurs de parts peuvent déposer leurs parts en réponse à une offre de rachat) (la « **date limite de demande de rachat** »). La date limite de demande de rachat sera au plus 14 jours civils avant la date de fixation du prix de rachat.
- Après la date limite de demande de rachat, nous établirons la répartition des rachats entre les porteurs de parts jusqu'à la limite du rachat. Le formulaire de dépôt en réponse au rachat peut être envoyé par télécopieur, au numéro sans frais 866 766-6623 ou au 416 922-5660, par courriel au processing@placementsmackenzie.com, ou par la poste à

Corporation Financière Mackenzie, 180, rue Queen Ouest, Toronto (Ontario) M5V 3K1.

- La VL applicable à tous les dépôts en réponse au rachat qui ont été acceptés par le Fonds sera calculée au plus tard sept jours ouvrables après chaque date de fixation du prix de rachat applicable.
- Nous verserons le produit du rachat aux porteurs de parts au plus tard neuf jours ouvrables (la « **date limite du paiement du rachat** ») après la date de fixation du prix de rachat.

Si une offre de rachat fait l'objet de souscriptions excédentaires (soit que Mackenzie reçoit des demandes de rachat de parts en excédent de la limite de rachat) et que le gestionnaire de portefeuille du Fonds décide de ne pas racheter de parts supplémentaires au-delà de la limite de rachat, les demandes de rachat excédentaires pourront être reportées proportionnellement parmi tous les porteurs de parts qui souhaitent faire racheter des parts à la date de fixation du prix de rachat applicable à la prochaine date de fixation du prix de rachat qui suit cette date de fixation du prix de rachat. Les porteurs de parts seront exposés au risque lié à la fluctuation de la VL au cours de cette période.

Si, à cette date de fixation du prix de rachat subséquente, les demandes de rachat excèdent encore la limite de rachat, alors la demande de rachat initiale sera reportée une fois de plus à des dates de fixation du prix de rachat subséquentes d'une manière semblable jusqu'à ce qu'elle soit satisfaite. Les demandes de rachat reportées n'auront pas priorité sur les demandes de rachat visant toute autre part qui ont été reçues à l'égard de cette date de fixation du prix de rachat ou de toute date de fixation du prix de rachat antérieure.

Comme il est présenté en détail dans l'avis d'offre de rachat, le dépôt des parts effectué au moyen du formulaire de dépôt en réponse au rachat peut être révoqué, ou vous pouvez changer le nombre de parts déposées aux fins de rachat, à tout moment avant la clôture de la séance de la TSX à la date limite de demande de rachat applicable, sur remise d'un préavis écrit à Mackenzie.

Si la valeur marchande de votre placement ne remplit plus la condition relative à la mise de fonds minimale requise parce que vous avez fait racheter des parts, nous pouvons, à notre discrétion, racheter vos parts, fermer votre compte et vous retourner le produit de rachat. Nous ne rachèterons pas vos parts si leur valeur tombe en deçà de la mise de fonds minimale exigée par suite d'une baisse de la VL par titre plutôt qu'en raison d'un rachat de vos parts.

Suspension des droits de rachat

Le gestionnaire peut suspendre le calcul de la VL par part ainsi que le droit de déposer des parts aux fins de rachat si, à son seul gré, il détermine :

- pendant toute période au cours de laquelle les négociations normales sont suspendues sur une bourse d'actions ou d'options ou sur un marché à terme, au Canada ou à l'étranger, pour autant que les titres cotés et négociés sur la bourse ou les dérivés visés qui y sont négociés représentent, en valeur ou en exposition au marché sous-jacent, plus de 50 % de l'actif total du Fonds visé, sans tenir compte du passif, et que ces titres du portefeuille ou ces dérivés visés ne sont négociés sur aucune autre bourse ni aucun autre marché qui offre une solution de rechange raisonnablement pratique pour le Fonds,
- après avoir obtenu le consentement préalable de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la « CVMO »).

Si les rachats sont suspendus, tous les formulaires de dépôt en réponse au rachat en suspens seront annulés et aucun autre formulaire de dépôt en réponse au rachat ne sera accepté avant la levée de la suspension.

L'émission et le rachat de parts et le calcul de la VL pour chaque série de parts reprendront :

- si la suspension découle de la suspension des négociations normales à une ou plusieurs bourses, lorsque les négociations normales reprendront à ces bourses, ou

- si la suspension a été autorisée au préalable par la CVMO, lorsque la CVMO déclarera que la suspension est terminée.

Lorsque les rachats reprennent après une suspension des rachats, aucune demande de rachat n'aura priorité sur une autre (c'est-à-dire que, si un porteur de parts a soumis un formulaire de dépôt en réponse au rachat avant une suspension des rachats et que cette demande a été annulée, ce porteur de parts doit soumettre de nouveau son formulaire de dépôt en réponse au rachat à la levée de la suspension). La procédure de rachat courante du Fonds reprendra comme si aucune suspension n'avait eu lieu.

Si la valeur marchande de votre placement ne remplit plus la condition relative à la mise de fonds minimale requise parce que vous avez fait racheter des parts, nous pouvons, à notre discrétion, racheter vos parts, fermer votre compte et vous remettre le produit de rachat.

Nous ne rachèterons pas vos parts si leur valeur tombe en deçà de la mise de fonds minimale exigée par suite d'une baisse de la VL par titre plutôt qu'en raison d'un rachat de vos parts.

Mode de souscription avec frais d'acquisition

Si vous avez versé à votre courtier des frais d'acquisition au moment de l'achat, aucuns frais ne s'appliquent au rachat de vos parts.

LIQUIDATION DU FONDS

Si le Fonds reçoit de la part des investisseurs des offres de dépôt en réponse au rachat qui excèdent la limite de rachat pendant huit trimestres consécutifs ou que le portefeuille privé du Fonds compose plus de 90 % de l'actif du Fonds, le Fonds entreprendra une liquidation ordonnée.

Si une liquidation ordonnée est entreprise, aucun nouvel engagement envers les Fonds de crédit privé Northleaf ne sera pris. Le Fonds débutera immédiatement le processus de vente des actifs dans le portefeuille public et commencera également à racheter les

actifs auprès des Fonds de crédit privé Northleaf chaque trimestre, comme le permettent les Fonds de crédit privé Northleaf. Ce processus pourrait prendre environ quatre ans ou davantage en fonction de la liquidité des Fonds de crédit privé Northleaf. Le produit tiré de la disposition des actifs du Fonds sera remis à tous les investisseurs, de façon proportionnelle, chaque trimestre.

La liquidation sera communiquée aux porteurs de parts conformément aux exigences des lois sur les valeurs mobilières applicables et de la déclaration de fiducie du Fonds.

RESPONSABILITÉ DES ACTIVITÉS DU FONDS

Services de gestion

Nous sommes le gestionnaire, l'agent chargé de la tenue des registres et l'agent des transferts et le fiduciaire du Fonds. Vous pouvez communiquer avec nous relativement au Fonds ou à vos comptes par un des moyens suivants :

Corporation Financière Mackenzie
180, rue Queen Ouest
Toronto (Ontario) M5V 3K1
Téléphone : 1 800 387-0615 (service en français)
1 800 387-0614 (service en anglais)
Télécopieur : 1 416 922-5660
Site Internet : www.placementsmackenzie.com
Courriel : service@placementsmackenzie.com

Les documents que renferme le dossier d'information du Fonds et le registre des investisseurs du Fonds sont conservés à nos bureaux de Toronto.

En tant que gestionnaire du Fonds, nous fournissons le personnel nécessaire pour voir à son exploitation au quotidien aux termes des modalités de la convention de gestion principale décrite à la rubrique intitulée « **Convention de gestion principale** ». Les services que nous fournissons au Fonds à titre de gestionnaire comprennent notamment :

- les services de gestionnaires de portefeuille internes ou l'embauche de sous-conseillers externes chargés de la gestion des portefeuilles du Fonds;
- les services d'administration du fonds pour le traitement des opérations sur les titres en portefeuille et les calculs quotidiens relatifs à la valeur des titres en portefeuille du Fonds, à la VL du Fonds et à la VL par titre de chaque série du Fonds;
- les services d'un agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts pour traiter les ordres de souscription, d'échange et de rachat;
- la promotion des ventes des parts du Fonds par l'intermédiaire de conseillers financiers indépendants dans toutes les provinces et dans tous les territoires du Canada;
- les services du personnel responsable du service à la clientèle pour répondre aux demandes des courtiers et des investisseurs concernant les comptes des investisseurs;
- les services de tout autre personnel de soutien pour que les activités du Fonds soient exercées d'une manière efficace.

De temps à autre, nous retenons les services de parties externes à titre de mandataires pour nous venir en aide dans le cadre de la prestation de services de gestion et d'administration au Fonds. En tant que gestionnaire du Fonds, nous établissons les modalités d'embauche de ces mandataires et déterminons la rémunération qui leur est payée par le Fonds. Nous avons retenu les services de sous-conseillers possédant des compétences spécialisées ou une expertise pertinente pour le marché local d'une région du monde

donnée; ils dispensent des services de gestion de portefeuille et procèdent au choix de titres pour l'ensemble ou une partie du portefeuille d'un Fonds. Dans le cas des sous-conseillers, nous devons verser leur rémunération à même les frais de gestion que nous recevons des Fonds Mackenzie et devons nous assurer qu'ils respectent les objectifs et les stratégies de placement des Fonds Mackenzie, mais nous n'approuvons pas au préalable les opérations qu'ils effectuent pour le compte des Fonds Mackenzie. Nous avons également retenu les services de Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon et de Compagnie Trust CIBC Mellon (« **CIBC Mellon** ») à titre d'administrateur du Fonds. Veuillez consulter la rubrique « **Administrateur du Fonds** » pour obtenir de plus amples renseignements sur CIBC Mellon.

B2B Trustco est le fiduciaire des régimes enregistrés parrainés par Placements Mackenzie.

Administrateurs et membres de la haute direction de Placements Mackenzie

Les tableaux 1 et 2 indiquent les noms et les lieux de résidence des administrateurs et des membres de la haute direction de Placements Mackenzie, ainsi que les principaux postes qu'ils ont occupés au cours des cinq (5) dernières années. Seul le poste actuel des membres de la haute direction au service de Placements Mackenzie depuis plus de cinq ans est précisé.

Tableau 1 : Administrateurs de Placements Mackenzie

Nom et ville de résidence	Poste
Barry S. McInerney Toronto (Ontario)	Administrateur, président du conseil, président, chef de la direction et personne désignée responsable de Placements Mackenzie
Earl Bederman Toronto (Ontario)	Administrateur de Placements Mackenzie; fondateur et chef de la direction à la retraite d'Investor Economics Inc.
Brian M. Flood Toronto (Ontario)	Administrateur de Placements Mackenzie; associé à la retraite de Torsys LLP
Karen L. Gavan Toronto (Ontario)	Administratrice de Placements Mackenzie; administratrice, présidente et chef de la direction à la retraite d'Economical, Compagnie Mutuelle d'assurance
Robert E. Lord Toronto (Ontario)	Administrateur de Placements Mackenzie; associé à la retraite d'Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Paul G. Oliver Markham (Ontario)	Administrateur de Placements Mackenzie; associé à la retraite de PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Mary L. Turner Beamsville (Ontario)	Administratrice de Placements Mackenzie, présidente, chef de la direction et administratrice à la retraite de la Banque Canadian Tire et chef de l'exploitation à la retraite de Services Financiers Canadian Tire Limitée

Tableau 2 : Membres de la haute direction de Placements Mackenzie

Nom et ville de résidence	Poste
Kristi Ashcroft Toronto (Ontario)	Vice-présidente principale, responsable des produits de Placements Mackenzie; auparavant, vice-présidente, directrice principale des placements – Titres à revenu fixe de Placements Mackenzie
Chris Boyle Toronto (Ontario)	Vice-président principal, Investisseurs institutionnels, de Placements Mackenzie
Gary Chateram Toronto (Ontario)	Vice-président principal, coresponsable des ventes au détail de Placements Mackenzie; auparavant, vice-président de district, Ventes au détail, de Placements Mackenzie; et auparavant, vice-président, Ventes aux institutions, de Fidelity Investments Canada s.r.i. (d'octobre 2010 à février 2020)
Michael Cooke Toronto (Ontario)	Vice-président principal, Direction des fonds négociés en bourse, de Placements Mackenzie
Cynthia Currie	Vice-présidente à la direction et chef des ressources humaines de Société financière IGM Inc.; auparavant, vice-présidente, Services aux entreprises et placements, de Financière Sun Life inc.
Michael Dibden Toronto (Ontario)	Vice-président directeur, chef de l'exploitation de Société financière IGM Inc. ¹ , de Placements Mackenzie et de Groupe Investors Inc. ² ; auparavant, vice-président principal, Technologie, de la CIBC
Ryan Dickey Toronto (Ontario)	Vice-président principal, coresponsable des ventes au détail de Placements Mackenzie; auparavant, vice-président régional, Ventes au détail, de Placements Mackenzie, et auparavant, vice-président principal, Ventes et directeur de district, Ventes
Rhonda Goldberg Toronto (Ontario)	Vice-présidente directrice et chef du contentieux de Société financière IGM Inc. ¹ ; auparavant, vice-présidente principale et chef du contentieux de Société financière IGM Inc. ¹ , vice-présidente principale, Clientèle et affaires réglementaires de Société financière IGM Inc. ¹ et de Placements Mackenzie; auparavant, vice-présidente, Affaires réglementaires de Placements Mackenzie, et directrice des fonds d'investissement et produits structurés à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Luke Gould Winnipeg (Manitoba)	Vice-président directeur, Finances et chef des finances de Société financière IGM Inc. ¹ , de Placements Mackenzie et de Groupe Investors Inc. ² ; administrateur de Services financiers Groupe Investors Inc. ² et de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

Nom et ville de résidence	Poste
Steven Locke Toronto (Ontario)	Vice-président principal et chef des placements, Stratégies multi-actifs et à revenu fixe de Placements Mackenzie; auparavant, vice-président principal, Gestion de placement, Placements Mackenzie
Lesley Marks Toronto (Ontario)	Vice-président principal, chef des placements, Actions, de Placements Mackenzie; auparavant, chef des placements et chef de la gestion des placements de BMO Gestion privée; portefeuille en chef de BMO Gestion privée de placements; et chef des placements et gestionnaire de portefeuille de BMO Gestion mondiale d'actifs
Barry S. McInerney Toronto (Ontario)	Administrateur, président du conseil, président et chef de la direction de Placements Mackenzie et personne désignée responsable
Douglas Milne Toronto (Ontario)	Vice-président directeur, chef du marketing de Société financière IGM Inc. ¹ , de Placements Mackenzie et de Groupe Investors Inc. ² ; auparavant, vice-président, Marketing, Groupe Banque TD, et vice-président, Marketing, Entreprises Cara
Terry Rountes Woodbridge (Ontario)	Vice-président, Services des fonds et chef des finances des Fonds Mackenzie et des Fonds IG Gestion de patrimoine de Groupe Investors Inc. ²
Fate Saghir Toronto (Ontario)	Vice-présidente principale et chef des placements durables de Placements Mackenzie; auparavant, vice-présidente, Stratégie de marché, recherche et innovation de Placements Mackenzie
Michael Schnitman Wellesley Hills (Massachusetts)	Vice-président principal, Placements alternatifs, de Placements Mackenzie; auparavant, directeur, Stratégie et développement liés aux produits de Putnam Investment Management, LLC
Gillian Seidler Toronto (Ontario)	Vice-présidente, Conformité, et chef de la conformité de Placements Mackenzie; chef de la conformité de Société de gestion d'investissement, I.G. Ltée ² et de Mackenzie Investments Corporation ³ ; auparavant, vice-présidente, Conformité et, auparavant, vice-présidente adjointe, Conformité, de Placements Mackenzie

NOTES

1. Notre société mère.
2. Membre du même groupe que nous.
3. Notre filiale.

Services de gestion de portefeuille

Nous sommes le gestionnaire de portefeuille du Fonds et nous gérons les placements des portefeuilles du Fonds directement.

Les gestionnaires de portefeuille sont les principaux responsables des conseils en placement donnés à l'égard des comptes qu'ils gèrent, individuellement ou conjointement. Chaque gestionnaire de portefeuille évalue continuellement les comptes dont il est responsable, notamment le pourcentage de l'actif investi dans un type de titre en général ou dans un titre en particulier, la diversification des titres en portefeuille entre les secteurs d'activité et, de manière générale, la composition des comptes.

Nous fournissons également des services de gestion de portefeuille à d'autres fonds d'investissement et comptes privés. Si la disponibilité d'un titre donné est limitée et que ce titre correspond à l'objectif de placement de plus d'un fonds d'investissement ou compte privé, il sera attribué à ceux-ci de façon proportionnelle ou de toute autre façon équitable qui tient compte de certains facteurs, notamment si le titre figure actuellement dans leurs portefeuilles respectifs, la taille et le taux de croissance des comptes et tout autre facteur que nous jugeons raisonnable.

Le tableau ci-après fait état du gestionnaire de portefeuille, de son emplacement principal et des gestionnaires de portefeuille principaux du Fonds, de même que du nombre d'années de service auprès de cette société et de leur expérience des cinq (5) dernières années.

Corporation Financière Mackenzie, Toronto (Ontario)

Le tableau 3 indique les personnes qui sont les principaux responsables de la gestion des placements du portefeuille du Fonds :

Tableau 3 : Gestionnaires de portefeuille de Corporation Financière Mackenzie

Nom et fonction	Fonds	Au service de l'entreprise depuis	Principaux postes au cours des 5 dernières années
Dan Cooper Vice-président principal, Gestion des placements	Fonds de crédit privé à intervalle Mackenzie Northleaf	1997	Gestionnaire de portefeuille
Steven Locke Vice-président principal, chef des placements, Titres à revenu fixe et stratégies multi-actifs	Fonds de crédit privé à intervalle Mackenzie Northleaf	2008	Gestionnaire de portefeuille
Movin Mokbel Vice-président, Gestion de placements	Fonds de crédit privé à intervalle Mackenzie Northleaf	2012	Gestionnaire de portefeuille
Felix Wong Vice-président, Gestion de placements	Fonds de crédit privé à intervalle Mackenzie Northleaf	2008	Gestionnaire de portefeuille
Ken Yip Gestionnaire de portefeuille adjoint	Fonds de crédit privé à intervalle Mackenzie Northleaf	2014	Gestionnaire de portefeuille adjoint

Dispositions en matière de courtage

Les opérations de courtage relatives aux portefeuilles du Fonds sont exécutées par nous, à titre de gestionnaire et de gestionnaire de portefeuille, s'il y a lieu, et nous avons recours pour ces opérations à de nombreuses maisons de courtage. Les courtages imputés au Fonds sont habituellement établis aux taux les plus favorables offerts à nous ou aux gestionnaires de portefeuille respectifs, selon le volume total des opérations du fonds en tant que gestionnaires ou gestionnaires de portefeuille de fonds d'investissement et d'autres actifs importants, et sous réserve des règles de la bourse appropriée. Bon nombre de maisons de courtage qui effectuent de telles

opérations pour le Fonds peuvent également vendre des parts du Fonds à leurs clients.

À l'occasion, nous attribuons également des opérations de courtage afin de rémunérer des maisons de courtage en contrepartie de différents services, comme la recherche générale liée aux placements (notamment des analyses de l'industrie et des sociétés, des rapports économiques, des données statistiques pertinentes sur les marchés boursiers ainsi que des rapports sur les portefeuilles et des analyses de portefeuille), des données sur la négociation ainsi que d'autres services qui soutiennent la prise de décision relative aux placements du Fonds à l'égard desquels nous fournissons des services de gestion de portefeuille. Ces opérations seront attribuées

en fonction du caractère raisonnable des courtages, de l'avantage que le Fonds pourra en tirer et de la diligence dans l'exécution des opérations. Nous essayerons d'attribuer les activités de courtage du Fonds d'une manière équitable en tenant compte des principes susmentionnés. Nous n'avons pas pris d'engagement contractuel aux termes duquel nous devons attribuer des activités de courtage à une maison de courtage particulière. À l'exception des placements dans des fonds de fonds effectués pour certains Fonds Mackenzie, aucune opération de courtage n'est exécutée par notre intermédiaire ou l'intermédiaire d'une société qui est membre de notre groupe.

Certaines sociétés indépendantes peuvent nous fournir certains services au nom du Fonds, et des frais peuvent être payés par le Fonds pour ces services (également appelés « **opérations assorties de conditions de faveur** »), notamment des services d'analyse de l'industrie et de sociétés, des rapports économiques, des données statistiques pertinentes sur les marchés boursiers ainsi que des rapports sur les portefeuilles et des services d'analyse de portefeuille. Pour obtenir de plus amples renseignements et pour obtenir le nom de ces sociétés, vous pouvez composer le **1 800 387-0615** (service en français) ou le **1 800 387-0614** (service en anglais) ou communiquer avec nous à l'adresse **service@placementsmackenzie.com**. Veuillez noter que nous pourrions être en conflit d'intérêts en raison des services obtenus au moyen d'opérations assorties de conditions de faveur. Nous avons recours à de telles opérations dans le cadre de la gestion du Fonds afin de ne pas verser de courtage en espèces à un courtier en contrepartie des services que nous rend ce dernier, ce qui pourrait éventuellement mener à un conflit d'intérêts. Ce genre d'opérations réduit les frais que nous engageons dans la mesure où nous aurions eu à payer des frais directement si nous n'y avions pas eu recours. Les arrangements pris par certains Fonds Mackenzie peuvent donner lieu à des opérations assorties de conditions de faveur par lesquelles sont obtenus des services qui, en fin de compte, profitent à d'autres Fonds Mackenzie auxquels nous fournissons des services de gestion de portefeuille. Ainsi, les Fonds Mackenzie ayant pris ces arrangements financent indirectement les services dont bénéficient d'autres Fonds Mackenzie ou comptes. Par exemple, on ne peut généralement pas effectuer d'opérations assorties de conditions de faveur à l'égard de fonds de titres à revenu fixe afin de payer des produits. Par conséquent, ce sont habituellement les fonds d'actions qui sont visés par des opérations assorties de conditions de faveur, lesquelles opérations profitent aux fonds de titres à revenu fixe. En d'autres mots, les fonds de titres à revenu fixe tirent profit de telles opérations, même si elles sont effectuées à l'égard des fonds d'actions.

Fiduciaire

Nous sommes le fiduciaire du Fonds. Sous réserve de certaines exceptions, aux termes de la déclaration de fiducie, le fiduciaire peut démissionner ou être destitué par le gestionnaire moyennant un préavis de 90 jours. En vertu de la déclaration de fiducie principale du Fonds, si le fiduciaire démissionne, est destitué ou est incapable de s'acquitter de ses fonctions, le gestionnaire peut nommer un fiduciaire remplaçant. Si nous démissionnons en faveur d'une société membre

de notre groupe, il n'est pas nécessaire de donner un avis écrit ni d'obtenir l'autorisation des investisseurs. Veuillez également consulter la rubrique « **Droits de vote et changements soumis à l'approbation des investisseurs** ».

Dépositaire

Aux termes d'une convention de dépôt principale (définie ci-après) que nous avons conclue, pour le compte des Fonds Mackenzie, avec la Banque Canadienne Impériale de Commerce (la « **CIBC** ») de Toronto (Ontario), la CIBC a convenu d'agir en qualité de dépositaire des Fonds Mackenzie. Veuillez consulter la rubrique « **Convention de dépositaire principale** » pour obtenir de plus amples renseignements sur la convention de dépositaire principale.

Le dépositaire reçoit et garde toutes les espèces, tous les titres en portefeuille et les autres actifs des Fonds Mackenzie et suivra nos directives à l'égard du placement et du réinvestissement des actifs de chaque Fonds Mackenzie. Aux termes de la convention de dépositaire et sous réserve des exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, le dépositaire peut désigner un ou plusieurs sous-dépositaires afin de faciliter la conclusion d'opérations de portefeuille à l'extérieur du Canada. Les honoraires de garde du dépositaire sont calculés pour chacun des Fonds Mackenzie en fonction des espèces et des titres que le Fonds Mackenzie a en dépôt auprès du dépositaire et nous les payons à même les frais d'administration versés par les Fonds Mackenzie. Les frais des opérations sur titres sont calculés pour chacun des Fonds Mackenzie selon les opérations sur titres en portefeuille entreprises pour le Fonds Mackenzie et ils sont payés par les Fonds Mackenzie.

À l'exception des espèces ou des titres qui peuvent être déposés à titre de marge, la CIBC détiendra toutes les espèces, tous les titres de même que les autres actifs canadiens des Fonds Mackenzie à Toronto. Les titres étrangers et tous les comptes en espèces connexes seront détenus par la CIBC, à l'une de ses succursales, ou par ses sous-dépositaires.

Mandataire d'opérations de prêt de titres

Nous avons, pour le compte des Fonds Mackenzie, conclu avec la CIBC, de Toronto (Ontario), le dépositaire des Fonds Mackenzie, une convention d'autorisation de prêt de titres datée du 6 mai 2005, dans sa version modifiée (la « **convention de prêt de titres** »).

Le mandataire d'opérations de prêt de titres n'est pas un membre de notre groupe ni une personne avec laquelle nous avons des liens. La convention de prêt de titres désigne la CIBC à titre de mandataire d'opérations de prêt de titres pour les Fonds Mackenzie qui effectuent de telles opérations, et elle l'autorise à conclure, au nom de chaque Fonds Mackenzie visé et pour son compte, des conventions de prêt de titres avec des emprunteurs conformément au Règlement 81-102. Selon la convention de prêt de titres, la garantie reçue par un Fonds Mackenzie dans le cadre d'une opération de prêt de titres doit généralement avoir une valeur marchande correspondant à 105 % de la valeur des titres prêtés, mais jamais moins de 102 % de cette

valeur. Aux termes de la convention de prêt de titres, la CIBC convient de nous indemniser de certaines pertes qui pourraient découler de tout défaut d'exécution de ses obligations aux termes de la convention de prêt de titres. Les deux parties peuvent en tout temps résilier la convention de prêt de titres moyennant un préavis de 30 jours à l'autre partie.

Prêteurs

Nous avons, pour le compte du Fonds, conclu avec BMO Nesbitt Burns Inc. et Scotia Capitaux Inc. des ententes relatives au courtier principal datées du 27 avril 2018, dans leur version modifiée (chacune une « **convention relative au courtier principal** »). Aux termes des modalités des conventions relatives au courtier principal, le Fonds peut faire des emprunts auprès de BMO Nesbitt Burns Inc. et/ou de Scotia Capitaux Inc. aux fins de placement, conformément à ses objectifs et stratégies de placement.

Ni BMO Nesbitt Burns Inc. ni Scotia Capitaux Inc. n'est une société membre du groupe de Mackenzie ni n'a de liens avec elle.

Comité d'examen indépendant

Pour de plus amples renseignements sur le comité d'examen indépendant des Fonds Mackenzie et connaître son rôle relativement aux Fonds Mackenzie, veuillez consulter la rubrique « **Comité d'examen indépendant des Fonds Mackenzie** ».

Auditeur

L'auditeur du Fonds est Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., comptables professionnels agréés, Toronto (Ontario).

Administrateur du Fonds

Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon et Compagnie Trust CIBC Mellon sont collectivement l'administrateur du Fonds. L'administrateur du Fonds est responsable de certains aspects de l'administration quotidienne du Fonds, notamment les calculs de la valeur liquidative et la comptabilité du fonds.

CONFLITS D'INTÉRÊTS

Principaux porteurs de parts

Actions de Placements Mackenzie

Société financière IGM Inc., Winnipeg, Canada, est propriétaire indirecte de la totalité des actions avec droit de vote en circulation de Placements Mackenzie. En date du 31 décembre 2021, Power Corporation du Canada possédait indirectement environ 157 132 080 actions ordinaires de Société financière IGM Inc., représentant 65,559 % des actions avec droit de vote en circulation de Société financière IGM Inc. (en excluant la participation de 0,019 % détenue par La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie dans ses fonds distincts ou à des fins similaires). Power Corporation du Canada était directement propriétaire de 100 % des actions avec droit de vote en circulation de Corporation Financière Power. La Fiducie familiale résiduaire Desmarais, une fiducie au bénéfice des membres de la famille de feu M. Paul G. Desmarais, a le contrôle des voix, directement et indirectement, de Power Corporation du Canada.

Administrateurs et membres de la haute direction de Placements Mackenzie

En date du 31 décembre 2021, les administrateurs et les membres de la haute direction de Placements Mackenzie détenaient, en propriété véritable, directement et indirectement, dans l'ensemble moins de 1 % des actions ordinaires de Société financière IGM Inc. et moins de 1 % des actions ordinaires des fournisseurs de services à Placements Mackenzie ou au Fonds.

Comité d'examen indépendant

En date du 31 décembre 2021, les membres du comité d'examen indépendant détenaient, en propriété véritable, directement et indirectement, dans l'ensemble moins de 1 % des actions ordinaires de Société financière IGM Inc. et moins de 1 % des actions ordinaires de chacun de nos fournisseurs de services et des fournisseurs de services du Fonds.

Parts du Fonds

En date de la présente notice annuelle, nous ou un dirigeant de Mackenzie détenons, en propriété véritable et selon les registres, des parts du Fonds de la façon suivante :

Tableau 4 : Titres du Fonds dont Mackenzie est propriétaire

Fonds	Série	Nombre de parts	Pourcentage des parts de la série détenu
Fonds de crédit privé à intervalle Mackenzie Northleaf	A	15 000	100 %

Comme le Fonds est nouveau, le placement que nous avons fait dans les parts de celui-ci représente le placement initial dans le Fonds; ces parts pourront faire l'objet d'un rachat conformément aux exigences réglementaires applicables seulement lorsqu'au moins 500 000 \$ auront ont été investis dans le Fonds par des investisseurs qui ne sont pas membres de notre groupe.

Placements effectués par les OPC et les fonds distincts gérés par Placements Mackenzie et les sociétés membres de son groupe

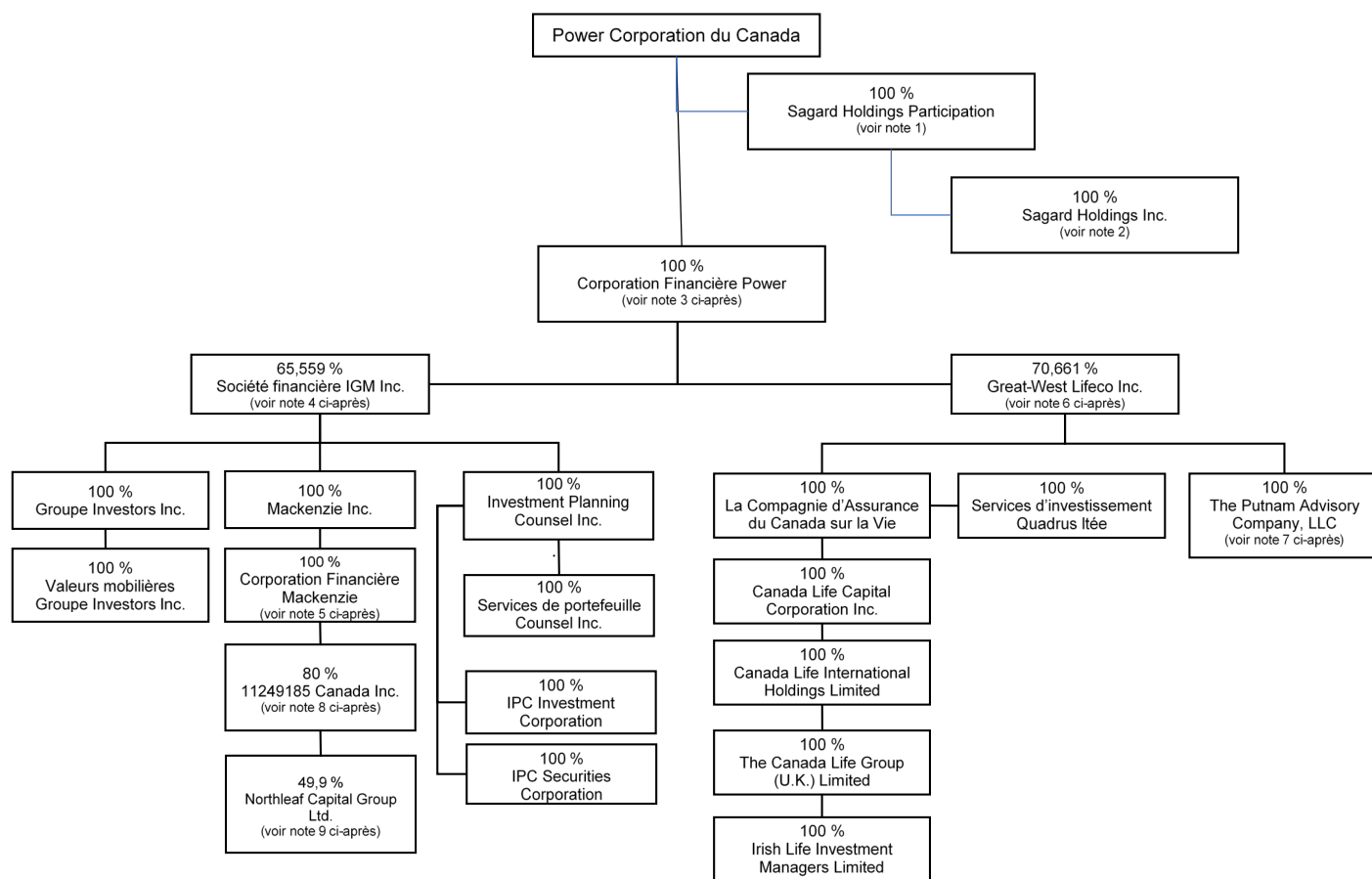
Les OPC et les fonds distincts que nous gérons et que gèrent les sociétés membres de notre groupe ou d'autres investisseurs, à notre discrétion, peuvent investir dans des parts de série RR. Comme cette série a été créée uniquement pour ces investisseurs afin de s'assurer qu'ils ne nous paieront aucuns frais en double, généralement aucuns frais d'acquisition, de rachat ni de gestion ne leur seront imputés. Jusqu'à 100 % des parts de série RR du Fonds peuvent être détenues par un ou plusieurs de ces investisseurs. Par conséquent, ces investisseurs peuvent détenir (individuellement ou collectivement) plus de 10 % de l'ensemble des parts en circulation du Fonds.

Entités membres du groupe

En date de la présente notice annuelle, aucune personne physique ou morale qui est une « entité membre du groupe » (au sens du Règlement 81-101) ne fournit des services au Fonds ni ne nous en fournit relativement aux activités du Fonds, à l'exception des sociétés énumérées ci-après. Le montant des frais reçus des Fonds par toute « entité membre du groupe » est indiqué dans les états financiers audités des Fonds.

Comme il est indiqué à la rubrique « **Administrateurs et membres de la haute direction de Placements Mackenzie** » qui précède, en plus d'être membres de la haute direction de Placements Mackenzie, certaines personnes sont également membres de la haute direction d'autres entités membres du groupe, dont Groupe Investors Inc.

Le diagramme suivant fait état de la structure pertinente du groupe de sociétés de Power au 31 décembre 2021 :



NOTES :

1. Power Corporation du Canada a la propriété exclusive de Sagard Holdings Participation.
2. Sagard Holdings Participation a la propriété exclusive de Sagard Holdings Inc.
3. Power Corporation du Canada contrôle directement 100 % de Corporation Financière Power.
4. Corporation Financière Power est propriétaire, directement et indirectement, de 65,559 % (en excluant la participation de 0,019 % détenue par La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie dans ses fonds distincts ou à des fins similaires).
5. Des actions ordinaires sans droit de vote et des actions participantes sans droit de vote ont également été émises.

6. Power Corporation du Canada contrôle indirectement 70,661 % (en incluant la participation directe et indirecte de 4,012 % détenue par Société financière IGM Inc.) des actions ordinaires en circulation de Great-West Lifeco Inc., soit environ 65 % de tous les droits de vote rattachés à l'ensemble des actions avec droit de vote en circulation de Great-West Lifeco Inc.
7. Propriété indirecte de Great-West Lifeco Inc.
8. Corporation Financière Mackenzie est propriétaire de 80 % des actions en circulation. Great-West Lifeco Inc. est propriétaire de 20 % des actions en circulation. Commandité d'Armstrong LP.
9. 11249185 Canada Inc. détient 49,9 % des participations comportant un droit de vote ne donnant pas le contrôle de Northleaf Capital Group Ltd.

GOVERNANCE DU FONDS

Placements Mackenzie

En qualité de gestionnaire du Fonds, nous sommes tenus, en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario), de nous acquitter de nos fonctions avec honnêteté et bonne foi et au mieux des intérêts de tous les Fonds Mackenzie que nous gérons, avec la prudence, la diligence et la compétence dont ferait preuve une personne d'une prudence raisonnable placée dans des circonstances semblables.

Notre conseil est chargé de s'assurer que ce devoir de prudence envers les Fonds Mackenzie, prévu par la loi, est respecté. Pour l'aider à exécuter ses obligations, le conseil d'administration a formé un comité d'audit et un comité de surveillance des fonds, comme il est précisé ci-après.

Le conseil fonctionne conformément aux dispositions d'une convention unanime des actionnaires (la « CUA ») intervenue entre nos actionnaires. Aux termes de la CUA, le conseil supervise de façon générale nos fonctions à titre de gestionnaire du Fonds. Mackenzie Inc., le seul actionnaire avec droit de vote, assume des responsabilités de supervision à l'égard de toute question nous concernant, dont la gouvernance d'entreprise, les résultats d'exploitation, la planification financière et stratégique, la stratégie liée aux produits, les décisions quant à la rémunération et à la main-d'œuvre et la gestion globale du risque à l'échelle de la société.

En outre, nous avons nommé un CEI chargé de régler les questions de conflit d'intérêts éventuelles qui lui sont signalées par notre équipe de direction.

Le conseil d'administration de Placements Mackenzie

Notre conseil est actuellement composé de sept administrateurs, dont six sont indépendants de nous, de nos filiales et des membres de notre groupe, et dont un est membre de notre direction. Le mandat du conseil se limite pour l'essentiel aux questions de gouvernance des fonds par le recours à la CUA.

Le conseil évalue les activités de nos fonds d'investissement et prend des décisions à cet égard en posant les gestes suivants :

- Il révisé et approuve l'ensemble des renseignements financiers divulgués sur les Fonds Mackenzie, comme leurs états financiers intermédiaires et annuels ainsi que les rapports de la direction sur le rendement des fonds. Au moment de prendre une décision, il s'appuie sur les recommandations du comité d'audit.

- Il discute des propositions de nouveaux fonds avec la direction et approuve les documents de placement.
- Il reçoit les rapports de la direction et d'autres comités dont les membres ne font pas partie du conseil relativement à la conformité des Fonds Mackenzie à la législation en valeurs mobilières, aux pratiques administratives ainsi qu'aux lois et aux règlements sur la présentation de l'information financière et fiscale applicables aux Fonds Mackenzie.
- Il revoit les rapports de la direction sur les conflits d'intérêts dont nous pourrions faire l'objet à titre de gestionnaire et de fiduciaire des Fonds Mackenzie (le cas échéant). Il reçoit et examine les rapports portant sur les activités du CEI et du comité de surveillance des fonds et prend connaissance de leurs recommandations sur la manière de gérer les conflits.

Les membres du conseil sont rémunérés pour leur participation au conseil; ils reçoivent des honoraires annuels et des jetons de présence. De temps à autre, le conseil retient les services d'experts-conseils (juridiques, financiers ou autres) afin de l'aider à exécuter ses obligations. Nous acquitons généralement les honoraires demandés par ces conseillers.

Notre conseil n'est pas responsable de la surveillance des activités de nos filiales en propriété exclusive. Nos filiales sont sous la surveillance de leur propre conseil d'administration aux termes des lois sur les sociétés applicables dans leur territoire.

Comité d'audit du conseil

Notre conseil d'administration a formé un comité d'audit qui surveille les contrôles et la présentation de l'information financière des Fonds Mackenzie. Le comité d'audit est composé de trois administrateurs indépendants de Placements Mackenzie.

Le comité d'audit effectue ce qui suit :

- Il revoit toute l'information financière des Fonds Mackenzie, comme les états financiers intermédiaires et annuels ainsi que les rapports de la direction sur le rendement des fonds.
- Il rencontre les auditeurs des Fonds Mackenzie régulièrement pour discuter de la présentation de l'information financière des Fonds Mackenzie et d'autres questions d'ordre comptable précises ainsi que de l'incidence de certains événements sur la situation financière des Fonds Mackenzie. Le comité d'audit discute également avec la direction et avec l'auditeur des Fonds Mackenzie de l'adoption de politiques de comptabilité particulières.

- Il reçoit des rapports de la direction relativement à notre conformité aux lois et aux règlements applicables qui nous régissent à titre de gestionnaire de fonds d'investissement et qui pourraient avoir une incidence importante sur la présentation de l'information financière, notamment la législation sur la présentation de l'information financière et fiscale et les obligations qui en découlent. Il revoit également le régime fiscal des Fonds Mackenzie et de Placements Mackenzie.
- Il révise les politiques relatives aux risques financiers établies par la direction de Placements Mackenzie et veille au respect de ces dernières; il évalue également la garantie d'assurance que nous maintenons dans la mesure où elle est liée à notre rôle de gérance des Fonds Mackenzie.
- Il examine régulièrement des contrôles financiers internes avec la direction. Il rencontre notre service d'audit interne, sans la présence de la direction, pour examiner les systèmes de contrôle financier mis en place et pour s'assurer qu'ils sont raisonnables et efficaces.
- Il révise le plan annuel de notre service d'audit interne à l'égard des Fonds Mackenzie ainsi que les rapports de ce service.
- Il surveille tous les aspects de la relation entre nous et l'auditeur des Fonds Mackenzie. En plus de formuler des recommandations quant à la nomination de l'auditeur, il est responsable de ce qui suit : examiner et approuver les conditions du mandat de l'auditeur ainsi que les services, notamment d'audit, fournis par ce dernier; fixer la rémunération; examiner chaque année ou plus fréquemment le rendement de l'auditeur. Il rencontre régulièrement l'auditeur sans la présence de la direction de Placements Mackenzie.
- Il révise son mandat régulièrement.

Outre la rémunération qu'ils reçoivent à titre de membres du conseil d'administration, les membres du comité d'audit sont rémunérés pour leur participation au comité d'audit. De temps à autre, le comité d'audit retient les services d'experts-conseils (juridiques, financiers ou autres) afin de l'aider à exécuter ses obligations. Nous acquittons généralement les honoraires demandés par ces conseillers.

Comité de surveillance des fonds du conseil

Notre conseil d'administration a formé le comité de surveillance des fonds dans le but de nous aider et d'aider le conseil à exécuter nos obligations à titre de gestionnaire ou de fiduciaire, ou des deux, des Fonds Mackenzie. Le comité de surveillance des fonds est composé de tous les membres du conseil d'administration. En outre, le président du comité de surveillance des fonds est un membre du conseil d'administration qui est indépendant de la direction de Placements Mackenzie.

Le comité de surveillance des fonds effectue ce qui suit :

- Il surveille nos activités portant sur nos obligations de gestion des Fonds Mackenzie conformément aux lois et aux règlements, à l'acte constitutif des Fonds Mackenzie et aux documents d'information continue de ces derniers (comme les prospectus simplifiés, les notices annuelles, les aperçus du fonds et les rapports de la direction sur le rendement du fonds). Il a également créé des sous-comités chargés d'examiner les prospectus simplifiés, les circulaires de sollicitation de procurations et les autres documents d'information continue destinés aux investisseurs existants et éventuels.
- Il se réunit régulièrement pendant l'année et revoit les politiques que nous avons adoptées et les rapports sur notre conformité à ces politiques, y compris les politiques en matière de conflits d'intérêts, conformément au Règlement 81-107. Les principales politiques ont trait à l'évaluation des titres en portefeuille des Fonds Mackenzie, à l'utilisation par les Fonds Mackenzie de dérivés et d'opérations de prêt de titres, aux ventes à découvert, aux politiques applicables au vote par procuration, à l'attribution des opérations pour le compte des Fonds Mackenzie et aux restrictions imposées sur les opérations personnelles effectuées par des dirigeants et des tiers qui ont accès aux opérations portant sur les Fonds Mackenzie (ces restrictions figurent dans le code de conduite et d'éthique). Les restrictions sur les opérations personnelles sont conformes aux normes du secteur des fonds d'investissement établies par l'Institut des fonds d'investissement du Canada. La conformité aux politiques susmentionnées est assurée de façon continue par l'équipe de nos services juridiques et de conformité, qui en rend compte au comité de surveillance des fonds régulièrement.
- Il reçoit les rapports sur la conformité des Fonds Mackenzie par rapport à leurs objectifs et à leurs stratégies de placement ainsi qu'à la législation en valeurs mobilières.
- Il fait le suivi du rendement des Fonds Mackenzie. En sa qualité de comité de surveillance, il reçoit des rapports réguliers de la direction qui portent sur le rendement des Fonds Mackenzie et il évalue avec elle le rendement de certains gestionnaires de portefeuille et sous-conseillers. Toutefois, les décisions quant à la nomination ou au remplacement des gestionnaires de portefeuille et des sous-conseillers reviennent en dernier ressort à la direction, sous la supervision de Mackenzie Inc.
- Il examine également les propositions visant à modifier de façon importante les Fonds Mackenzie et tous les documents d'information continue se rapportant à ces modifications.
- Il reçoit des rapports réguliers sur les activités des Fonds Mackenzie et les évalue avec la direction. Pour ce faire, il surveille le processus d'évaluation des fonds, la fonction d'agent des transferts, les systèmes d'information utilisés pour soutenir ces activités, les ententes bancaires et les

services offerts aux investisseurs. Le comité examine également les services importants fournis par des tiers.

- Il révisé son mandat régulièrement.

Outre la rémunération qu'ils reçoivent à titre de membres du conseil d'administration, les membres indépendants du comité de surveillance des fonds sont rémunérés pour leur participation à ce comité. De temps à autre, le comité de surveillance des fonds retient les services d'experts-conseils (juridiques, financiers ou autres) afin de l'aider à exécuter ses obligations. Nous acquittons généralement les honoraires demandés par ces conseillers.

Comité d'examen indépendant des Fonds Mackenzie

Aux termes du Règlement 81-107, les fonds d'investissement sont tenus de former un comité d'examen indépendant chargé d'étudier notamment les questions relatives aux conflits d'intérêts afin de nous donner un avis impartial sur celles-ci, en qualité de gestionnaire des Fonds Mackenzie. Nous avons créé le CEI, qui est composé de trois membres : Robert Hines (président), George Hucal et Scott Edmonds.

Le CEI étudie les opérations pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts que nous lui signalons, en notre qualité de gestionnaire des Fonds Mackenzie, formule des commentaires au sujet du caractère équitable et raisonnable de ces opérations pour les Fonds Mackenzie applicables et, s'il le juge approprié, nous recommandons de les réaliser. Le CEI se penche également sur les opérations éventuelles et, en outre, révisé nos politiques et nos procédures en matière de conflits d'intérêts.

Le Règlement 81-107 nous permet expressément de soumettre des propositions au CEI, de sorte qu'un Fonds Mackenzie achète ou vende directement des titres à un autre Fonds Mackenzie, sans l'intermédiaire d'un courtier, bien que nous ne nous soyons pas encore prévalus de ce droit. Par ailleurs, comme il est indiqué à la rubrique « **Restrictions et pratiques ordinaires en matière de placement** », le CEI a approuvé une instruction permanente visant à permettre aux Fonds Mackenzie d'acquérir des titres d'entités qui nous sont apparentées.

Le Règlement 81-107 permet également au CEI, à notre demande, d'examiner des propositions visant à remplacer l'auditeur d'un Fonds Mackenzie ou à approuver la fusion de Fonds Mackenzie. Dans la majorité des cas, lorsque le CEI approuve une telle opération, les investisseurs ne sont pas invités à voter sur celle-ci; vous recevrez plutôt un préavis écrit de 60 jours de l'opération.

Suivi relatif aux opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres

Le Fonds est autorisé à faire des opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres, à la condition qu'elles soient conformes à ses objectifs de placement et aux dispositions applicables du Règlement 81-102. Nous avons nommé le dépositaire du Fonds comme mandataire du Fonds et avons conclu avec lui une convention pour qu'il administre les opérations de prêt et de mise en pension de

titres pour le compte du Fonds (une « **convention de prêt de titres** »). Le Fonds peut également conclure des opérations de prise en pension de titres soit directement, soit par l'intermédiaire d'un mandataire.

La convention de prêt de titres respecte les dispositions applicables du Règlement 81-102 et le mandataire est tenu de les respecter. Nous gérons les risques associés aux opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres (comme il est décrit à la rubrique « **Quels sont les risques généraux associés à un placement dans un fonds d'investissement?** » dans le prospectus simplifié) en obligeant le mandataire à faire ce qui suit :

- maintenir les contrôles, les méthodes et les registres internes, dont une liste des contreparties approuvées en fonction des normes de solvabilité généralement reconnues, des plafonds concernant les opérations et le crédit pour chaque contrepartie et des normes de diversification des biens donnés en garantie;
- établir quotidiennement la valeur marchande des titres prêtés par le Fonds dans le cadre d'une opération de prêt de titres ou des titres vendus par le Fonds dans le cadre d'une mise en pension, ainsi que des espèces ou des biens donnés en garantie détenus par le Fonds. Si, un jour donné, la valeur marchande des espèces ou du bien donné en garantie est inférieure à 102 % de la valeur marchande des titres empruntés ou vendus, le mandataire demandera à la contrepartie de fournir d'autres espèces ou biens donnés en garantie au Fonds pour combler l'insuffisance;
- s'assurer que le Fonds ne prête ni ne vend plus de 50 % de son actif total dans le cadre d'opérations de prêt ou de mise en pension de titres (compte non tenu des biens donnés en garantie pour les titres prêtés et des espèces pour les titres vendus).

Les opérations de prêt et de prise en pension de titres sont conclues par le mandataire pour le compte du Fonds, et nous surveillons les risques que ces opérations présentent. Pour faciliter notre travail de surveillance, le mandataire nous soumet régulièrement des rapports complets résumant les opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres.

Nos services des fonds et du contentieux ont élaboré des politiques et des méthodes qui établissent les objectifs des opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres, ainsi que les méthodes de gestion des risques et de surveillance qui s'appliquent lorsque le Fonds effectue ces opérations.

Nos services du contentieux, de la conformité et des fonds ont la responsabilité de revoir la convention de prêt de titres. Notre conseil d'administration prendra connaissance s'il y a lieu des rapports qui lui sont destinés concernant les dérogations aux règles de conformité en relation avec l'utilisation par le Fonds des opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres.

À l'heure actuelle, nous ne faisons pas de simulation pour mesurer les risques provenant d'opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres. L'évaluation des risques ou les simulations sont réalisées par le mandataire à l'égard des prêts en cours et de la garantie déposée par chacun des emprunteurs, en

tenant compte de l'ensemble des opérations de ce genre qu'il effectue. Ces méthodes et simulations portent sur les titres du Fonds, mais ne visent pas exclusivement ce dernier.

Surveillance des opérations sur dérivés

Nous avons adopté diverses politiques et méthodes internes pour effectuer un suivi relatif à l'utilisation de dérivés dans les portefeuilles du Fonds. Toutes les politiques et méthodes sont conformes aux règles concernant les dérivés énoncées dans le Règlement 81-102 ou telles qu'elles ont été modifiées suivant des dispenses accordées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Ces politiques sont passées en revue au moins une fois par année par les membres de la haute direction.

Nous avons élaboré un processus d'approbation relatif à l'utilisation de dérivés avant que le Fonds n'ait recours à de tels instruments pour s'assurer de la conformité au Règlement 81-102 ou à toute dispense au Règlement 81-102 accordée et pour faire en sorte que les dérivés utilisés correspondent aux objectifs et aux stratégies de placement du Fonds.

Nos Services aux Fonds prennent note des opérations sur les dérivés qui figurent aux dossiers du Fonds, les évaluent, en effectuent le suivi et en font rapport. Nous avons établi des exigences minimales quant à la formation et à l'expérience du personnel qui exerce des activités liées à l'évaluation, au suivi, à la déclaration et à la surveillance globale des opérations sur dérivés, afin que de telles opérations soient effectuées avec prudence et de façon efficace.

L'administrateur du Fonds procède à l'inscription de tous les renseignements sur les dérivés et ces renseignements, ainsi que les évaluations, sont revus à ce moment-là par un autre membre compétent du personnel, lequel membre possède le niveau élevé de formation et d'expérience requis. L'évaluation des dérivés est effectuée conformément aux procédures énoncées à la rubrique « **Évaluation des titres en portefeuille** ».

Le Service de la conformité effectue une surveillance continue des stratégies relatives aux dérivés pour la conformité à la réglementation, conçue pour s'assurer i) que toutes les stratégies relatives aux dérivés des Fonds Mackenzie respectent les exigences réglementaires; et ii) que l'exposition aux dérivés et l'exposition aux contreparties sont raisonnables et diversifiées. Les nouvelles stratégies relatives aux dérivés sont assujetties à un processus d'approbation normalisé auquel participent des membres du Service de gestion des placements, des Services aux Fonds et du Service de la conformité.

Aux termes du Règlement 81-102, les fonds d'investissement peuvent participer à des opérations sur dérivés à différentes fins, notamment aux fins de couverture. Lorsque des dérivés sont utilisés dans un but de couverture, nos politiques internes exigent que les dérivés aient un degré élevé de corrélation négative par rapport à la position faisant l'objet de la couverture, conformément au Règlement 81-102. Les dérivés ne seront utilisés pour créer un effet de levier au sein du portefeuille du Fonds que dans la mesure permise dans le Règlement 81-102. Nous n'avons pas recours aux simulations

de risque pour mesurer les risques associés à l'utilisation de dérivés par le Fonds.

Le vice-président principal désigné, Placements, s'assure que les gestionnaires de portefeuille respectent les politiques sur les dérivés. Le Service de la conformité déclare toute exception aux politiques et aux méthodes régissant les dérivés décrites précédemment qui a été décelée.

Modalités et politiques applicables au vote par procuration

Le Fonds est géré par nos gestionnaires de portefeuille internes (les « **gestionnaires internes** ») et se conforme aux modalités et politiques applicables au vote par procuration que nous lui avons soumises.

Notre objectif est d'exercer les droits de vote afférents aux titres de sociétés à l'égard desquelles Mackenzie a compétence en matière de vote par procuration, de la manière la plus conforme aux intérêts économiques à long terme des investisseurs du Fonds.

Pratiques de vote

Nous prenons des mesures raisonnables, selon les circonstances, pour exercer les droits de vote dont nous avons été investis. Cependant, nous ne pouvons garantir que nous voterons en toutes circonstances. Nous pouvons refuser de voter lorsque des procédures administratives ou toute autre procédure font en sorte que les frais associés à l'exercice du droit de vote dépassent les avantages qui y sont liés. Nous pouvons également refuser de voter si, à notre avis, le fait de s'abstenir d'exercer notre droit de vote ou de ne pas nous en prévaloir sert au mieux vos intérêts.

Vote de fonds de fonds

Nous pouvons exercer les droits de vote afférents aux titres d'un Fonds sous-jacent détenus par le Fonds si nous ne gérons pas le Fonds sous-jacent en question. Si un Fonds sous-jacent est géré par nous ou par l'une des sociétés avec qui nous avons un lien ou bien par l'un des membres de notre groupe, nous ne serons pas autorisés à exercer de droit de vote afférent aux titres du Fonds sous-jacent, mais nous déterminerons si l'exercice de ce droit de vote par vous sert au mieux vos intérêts. En règle générale, nous jugerons que cela ne sert pas au mieux vos intérêts lorsqu'il s'agit d'affaires courantes. Cependant, si nous jugeons que l'exercice du droit de vote est dans votre intérêt, nous vous demanderons de nous donner des directives sur la façon d'exercer le droit de vote relatif à votre part proportionnelle des titres dans le Fonds sous-jacent appartenant au Fonds, et voterons en conséquence. Nous n'exercerons notre droit de vote qu'en proportion des titres du Fonds sous-jacent à l'égard duquel nous avons reçu des directives.

Résumé des politiques applicables au vote par procuration

Vous trouverez ci-dessous des énoncés de principe qui décrivent généralement la façon dont nous pouvons exercer notre droit de vote sur des questions d'affaires courantes. Nous pouvons choisir d'exercer notre droit de vote à l'encontre de ces directives, pourvu que ce vote serve au mieux les intérêts économiques du Fonds Mackenzie.

- Nous votons généralement en faveur i) des propositions qui appuient l'élection d'une majorité de membres du conseil qui sont indépendants de la direction; ii) de la nomination d'administrateurs externes au sein du conseil d'administration ou d'un comité d'audit d'un émetteur; ainsi que iii) des propositions portant sur l'obligation que le poste de président du conseil d'administration soit séparé du poste de chef de la direction.
- Les droits de vote conférés par la procuration et portant sur la rémunération des dirigeants sont exercés au cas par cas. En règle générale, nous voterons en faveur des régimes d'options d'achat d'actions et autres formes de rémunération qui i) ne sont pas susceptibles d'entraîner une dilution de plus de 10 % des actions émises et en circulation; ii) sont accordés selon des modalités clairement définies et raisonnables; iii) tiennent compte des fonctions de chaque participant du régime; et iv) sont liés à l'atteinte des objectifs de l'organisation.
- En général, nous ne soutiendrons pas i) une révision du prix des options; ii) les régimes qui accordent au conseil une large discrétion sur l'établissement de modalités relatives à l'octroi d'options; ou iii) les régimes qui autorisent une attribution de 20 % ou plus des options disponibles à une personne dans une année donnée quelle qu'elle soit.
- En règle générale, nous voterons en faveur des régimes de droits de souscription des actionnaires conçus pour accorder au conseil d'administration un délai suffisant pour permettre la mise en œuvre, de façon équitable et complète, de stratégies de maximisation de la valeur pour les actionnaires et qui ne cherchent pas simplement à protéger la direction ou à décourager les offres publiques d'achat. De plus, nous chercherons généralement à soutenir les régimes qui servent les intérêts de tous les actionnaires et leur accorderons un traitement équitable, tout en cherchant à obtenir l'approbation des actionnaires de façon périodique.
- Nous voterons en faveur des propositions d'actionnaires au cas par cas. Toute proposition portant sur des questions d'ordre financier sera étudiée. En général, les propositions qui visent à imposer des contraintes arbitraires ou artificielles à une société ne recevront aucun appui.

Conflits d'intérêts

Il peut y avoir des circonstances où il y a un conflit d'intérêts potentiel relativement à l'exercice des droits de vote par procuration d'un Fonds Mackenzie. Lorsqu'un gestionnaire interne constate qu'il y a un conflit d'intérêts ou un conflit d'intérêts potentiel, il en avise notre chef des placements ainsi que le vice-président, Services juridiques ou le chef

de la conformité. Si le chef des placements, ainsi que le vice-président, Services juridiques ou le chef de la conformité en viennent à la conclusion qu'il y a un conflit d'intérêts, le chef de la conformité fournira des preuves de ce conflit et en informera nos Services aux Fonds.

Nous maintiendrons une liste de surveillance du vote par procuration (la « **liste de surveillance** ») où figurent les noms des sociétés émettrices qui peuvent être en conflit, et notre administrateur du Fonds nous informera de toute circulaire ou de tout formulaire de procuration d'un émetteur dont le nom figure sur cette liste. Le chef des placements ainsi que le vice-président, Services juridiques ou le chef de la conformité discuteront des questions soumises au vote avec le gestionnaire interne ou le sous-conseiller et s'assureront que la décision à cet égard se fonde sur nos politiques applicables au vote par procuration et qu'elle sert au mieux les intérêts du Fonds Mackenzie en cause.

Toutes les décisions quant au vote prises de la façon décrite à la rubrique qui suit doivent être appuyées par les preuves nécessaires et être déposées par l'administrateur du Fonds.

Procédures applicables au vote par procuration

À la réception d'une circulaire de procuration, l'administrateur du Fonds entre le nom de l'émetteur, la date de réception ainsi que toute autre information pertinente dans la base de données du vote par procuration. L'administrateur du Fonds examine ensuite l'information et fait un résumé de ses conclusions.

Le gestionnaire interne prend la décision quant au vote et fait part de ses directives à l'administrateur du Fonds. Celui-ci entre la décision dans la base de données, transmet le formulaire de procuration rempli au dépositaire ou à son agent de vote par procuration, et dépose tous les documents connexes.

Nous conservons les dossiers relatifs au vote par procuration, les votes ainsi que tout matériel de recherche s'y rattachant pour une période minimale de deux (2) ans et, dans un site externe, pour une période minimale de cinq (5) ans.

Demandes de renseignements

Vous pouvez obtenir en tout temps, sur demande et sans frais, un exemplaire des politiques et des procédures auxquelles se conforme le Fonds pour le vote par procuration se rapportant aux titres en portefeuille, en communiquant sans frais au **1 800 387-0615** (service en français) ou au **1 800 387-0614** (service en anglais), ou encore, en écrivant à **Corporation Financière Mackenzie, 180, rue Queen Ouest, Toronto (Ontario) M5V 3K1**.

Les investisseurs du Fonds pourront également obtenir gratuitement et en tout temps après le 31 août le dossier de vote par procuration du Fonds pour la période de 12 mois la plus récente qui a pris fin le 30 juin précédent, en communiquant sans frais au **1 800 387-0615** (service en français) ou au **1 800 387-0614** (service en anglais); ce dossier est également disponible sur notre site Web à l'adresse www.placementsmackenzie.com.

Politiques et procédures applicables aux opérations à court terme

Nous avons adopté des politiques et des méthodes conçues pour déceler et prévenir les opérations à court terme inappropriées et excessives.

Nous définissons les opérations à court terme inappropriées comme des souscriptions et des rachats de titres (ou des échanges de titres entre Fonds Mackenzie) qui sont effectués dans les 30 jours et qui, de notre avis, peuvent être préjudiciables aux investisseurs des Fonds, car on vise ainsi à profiter du fait que des Fonds Mackenzie ont des placements dont le prix est fixé dans d'autres fuseaux horaires ou des placements non liquides qui ne sont pas négociés souvent.

Nous définissons les opérations à court terme excessives comme les souscriptions et les rachats de titres (y compris les échanges de titres entre Fonds Mackenzie) qui sont effectués de façon si fréquente sur une période de 30 jours que, selon nous, cela est préjudiciable aux investisseurs des Fonds.

Aucuns frais d'opérations à court terme ne seront déclenchés par des placements dans le Fonds, ni par des offres de dépôt acceptées par celui-ci, puisqu'il est structuré sous forme de « fonds à intervalle » et que les investisseurs sont assujettis à des restrictions quant au moment où ils peuvent souscrire et faire racheter/déposer leurs parts.

FRAIS ET CHARGES ET REMISES SUR LES FRAIS DE GESTION

Les frais et charges payables par le Fonds sont précisés dans le prospectus simplifié à la rubrique « **Frais et charges** ».

Nous pouvons autoriser une remise sur le taux des frais de gestion, le taux des frais d'administration ou les charges du fonds, ou les trois, que nous facturons relativement à toute part qu'un investisseur particulier détient dans le Fonds. Nous réduisons le montant imputé au Fonds, et le Fonds versera alors une distribution spéciale (une « **distribution sur les frais** ») à l'investisseur, en émettant des parts additionnelles de la même série du Fonds, d'une

valeur équivalant au montant des remises, ou, à la demande de l'investisseur, en versant ce montant en espèces.

La distribution sur les frais versée par le Fonds sera d'abord effectuée à partir du revenu et des gains en capital du Fonds et, au besoin, à partir du capital.

Le montant de la remise peut généralement être négocié entre vous et nous; ce montant sera habituellement établi selon la taille de votre compte et l'étendue des services dont vous avez besoin.

INCIDENCES FISCALES

Le texte qui suit est un résumé de certaines incidences fiscales fédérales canadiennes applicables lorsque vous détenez des parts du Fonds. Le présent résumé prend pour hypothèse que vous êtes un particulier (autre qu'une fiducie) qui, à tout moment pertinent pour l'application de la Loi de l'impôt, réside au Canada, n'a pas de lien de dépendance et n'est pas membre du groupe des Fonds, et détient ses parts à titre d'immobilisations. Le présent résumé prend également pour hypothèse qu'au plus 20 % des parts du Fonds (en fonction de la juste valeur marchande) seront détenues par des non-résidents du Canada (au sens de la Loi de l'impôt). **Il ne faut pas y voir un avis juridique ou fiscal. Nous avons essayé de rendre ces explications les plus claires possible. Par conséquent, nous avons évité les aspects trop techniques et n'avons pu aborder toutes les incidences fiscales pouvant s'appliquer à votre situation. Vous devriez donc consulter votre conseiller en fiscalité pour connaître les incidences de la souscription, de l'échange ou du rachat de parts du Fonds compte tenu de votre situation particulière.**

Le présent résumé se fonde sur les dispositions actuelles de la Loi de l'impôt et de ses règlements d'application, toutes les propositions visant des modifications précises de la Loi de l'impôt ou d'autres règlements qui ont été annoncés publiquement par le ministre des Finances du Canada avant la date des présentes, ainsi que sur notre compréhension des pratiques administratives et des politiques

de cotisation actuellement publiées de l'Agence du revenu du Canada (l'« **ARC** »). À l'exception de ce qui précède, le présent résumé ne tient pas compte ni ne prévoit de modifications au droit, que ce soit par mesure législative, réglementaire, administrative ou judiciaire. En outre, le présent résumé ne tient pas compte des lois fiscales provinciales, territoriales ou étrangères et de leurs incidences.

Régime fiscal du Fonds

Les paragraphes qui suivent décrivent certaines des façons dont les OPC peuvent générer un revenu.

- Les fonds d'investissement à capital fixe peuvent recevoir des intérêts, des dividendes ou d'autres revenus sur les placements qu'ils effectuent, y compris les placements dans d'autres fonds, et peuvent être réputés avoir gagné un revenu sur des placements dans certaines entités étrangères. Tout le revenu doit être calculé en dollars canadiens même s'il a été gagné dans une monnaie étrangère.
- Les fonds d'investissement à capital fixe peuvent réaliser un gain en capital en vendant un placement à un prix supérieur à son prix de base rajusté (« **PBR** »). Ils peuvent également subir une perte en capital en vendant un placement à un prix

inférieur à son PBR. Un fonds d'investissement à capital fixe qui investit dans des titres libellés en devises doit calculer son PBR et le produit de disposition en dollars canadiens en fonction du taux de conversion en vigueur à la date de souscription et de vente des titres, selon le cas. Par conséquent, un fonds d'investissement à capital fixe peut réaliser des gains ou subir des pertes en capital en raison de l'évolution du cours d'une devise par rapport au dollar canadien.

- Les fonds d'investissement à capital fixe peuvent réaliser des gains et subir des pertes en ayant recours à des dérivés ou en effectuant des ventes à découvert. En règle générale, les gains et les pertes sur les dérivés sont ajoutés au revenu d'un fonds d'investissement à capital fixe ou soustraits de celui-ci. Toutefois, si les dérivés sont utilisés par un fonds d'investissement à capital fixe comme couverture afin de limiter les gains ou les pertes sur une immobilisation donnée ou un groupe d'immobilisations donné et qu'il existe un lien suffisant, les gains et les pertes découlant de la détention de ces dérivés sont alors généralement considérés comme des gains ou des pertes en capital. En règle générale, les gains et les pertes découlant de la vente à découvert de titres canadiens sont traités comme du capital, et les gains et les pertes découlant de la vente à découvert de titres étrangers sont traités comme du revenu. Les règles sur les contrats dérivés à terme de la Loi de l'impôt (les « **règles sur les CDT** ») ciblent certains arrangements financiers (décrits dans les règles sur les CDT comme étant des « **contrats dérivés à terme** ») visant à réduire l'impôt par la conversion en gains en capital, au moyen de contrats dérivés, du rendement des placements qui serait par ailleurs traité comme un revenu ordinaire. Les règles sur les CDT ne s'appliqueront généralement pas aux dérivés utilisés pour couvrir étroitement les gains ou les pertes découlant de la fluctuation des devises sur les placements en capital sous-jacents d'un Fonds. La couverture, autre que la couverture du change des placements en capital sous-jacents, qui réduit l'impôt en convertissant le rendement des placements qui serait considéré comme du revenu ordinaire en gains en capital au moyen de contrats sur dérivés, sera traitée aux termes des règles sur les CDT comme un revenu.
- Les gains et les pertes réalisés à la négociation de métaux précieux et de lingots seront traités comme un revenu plutôt que comme des gains ou des pertes en capital.

Dans certaines circonstances, le Fonds peut être assujéti aux règles relatives à la restriction des pertes, qui lui interdisent de déduire certaines pertes ou l'obligent à reporter ces déductions. Par exemple, une perte en capital subie par le Fonds ne sera pas prise en compte lorsque, durant la période qui débute 30 jours avant la date de la perte en capital et se termine 30 jours après celle-ci, le Fonds ou une personne affiliée (selon la définition dans la Loi de l'impôt) acquiert le bien sur lequel la perte a été subie, ou un bien identique, et possède encore le bien à la fin de la période.

Puisque le Fonds est constitué comme une fiducie, les rubriques qui suivent décrivent l'imposition de ce type d'entités.

Fonds constitué en fiducie

Le Fonds ne devrait pas constituer une « **fiducie de fonds commun de placement** » pour l'application de la Loi de l'impôt.

Le Fonds est tenu de calculer son revenu net et ses gains en capital nets réalisés en dollars canadiens aux fins de la Loi de l'impôt; par conséquent, il pourrait réaliser un revenu ou des gains en capital en raison de la fluctuation de la valeur du dollar américain, ou d'une autre devise pertinente, par rapport au dollar canadien. Toutes les dépenses déductibles du Fonds, y compris les frais de gestion, sont déduites du calcul de son revenu pour chaque année d'imposition. Le Fonds sera assujéti à l'impôt sur son revenu net, y compris ses gains en capital nets imposables, qui n'a pas été versé ou n'est pas payable à ses investisseurs pour l'année d'imposition, déduction faite de tous les reports de pertes en avant. Le Fonds est censé verser aux investisseurs pour chaque année d'imposition suffisamment de son revenu net et de ses gains en capital nets réalisés pour ne pas être tenu de payer de l'impôt sur le revenu ordinaire en vertu de la partie I de la Loi de l'impôt.

Les pertes du Fonds peuvent faire l'objet d'une restriction si une personne ou une société de personnes devient un « **bénéficiaire détenant une participation majoritaire** » du Fonds (ce qui se produit généralement lorsqu'elle détient des parts qui représentent plus de 50 % de la VL du Fonds), à moins que le Fonds ne soit une « **fiducie de placement déterminée** » parce qu'il respecte certaines conditions, notamment des conditions concernant la diversification des placements.

Le Fonds ne constitue pas une « fiducie de fonds commun de placement »

Le Fonds n'a droit à aucun remboursement au titre des gains en capital et il pourrait être assujéti à un impôt minimum de remplacement pour l'année en question, en plus des autres formes d'impôt prévues par la Loi de l'impôt. De plus, si une ou plusieurs « **institutions financières** », au sens de la Loi de l'impôt, détiennent plus de la moitié de la juste valeur marchande des parts du Fonds, celui-ci constituera une « **institution financière** » aux fins des règles fiscales de l'« **évaluation à la valeur du marché** ». Dans un tel cas, la plupart des placements du Fonds constitueraient des biens évalués à la valeur du marché et, en conséquence :

- il sera réputé avoir disposé de ses biens évalués à la valeur du marché et les avoir rachetés à la fin de chacune de ses années d'imposition et au moment où il devient, ou cesse d'être, une institution financière;
- les gains et les pertes découlant de ces dispositions réputées seront imposés comme revenu et non comme gain ou perte en capital.

Le Fonds pourrait être assujéti à l'impôt prévu à la partie XII.2 de la Loi de l'impôt. La partie XII.2 de la Loi de l'impôt prévoit que

certaines fiducies (autres que les fiducies de fonds commun de placement) qui ont un investisseur qui est un « bénéficiaire étranger ou assimilé » au sens de la Loi de l'impôt à tout moment au cours de l'année d'imposition sont assujetties à un impôt spécial au taux de 40 % en vertu de la partie XII.2 de la Loi de l'impôt sur leur « revenu de distribution », au sens de la Loi de l'impôt. Les « bénéficiaires étrangers ou assimilés » comprennent, en général, les personnes non résidentes, les sociétés de placement qui sont la propriété d'une personne non résidente, certaines fiducies, certaines sociétés de personnes et certaines personnes exonérées d'impôt dans certaines circonstances où les personnes exonérées d'impôt font l'acquisition de parts d'un autre bénéficiaire. Le « revenu de distribution » englobe en général le revenu d'entreprises exploitées au Canada et les gains en capital imposables provenant de la disposition de biens canadiens imposables, ce qui pourrait comprendre le revenu tiré de dérivés. Si le Fonds est assujéti à l'impôt en vertu de la partie XII.2, les dispositions de la Loi de l'impôt visent à faire en sorte que les porteurs de parts qui ne sont pas des bénéficiaires étrangers ou assimilés reçoivent un crédit d'impôt remboursable convenable.

Imposition du Fonds s'il investit dans des Fonds constitués en fiducie sous-jacents domiciliés à l'étranger

Le Fonds peut investir dans des fonds d'investissement sous-jacents domiciliés à l'étranger qui sont admissibles à titre de « fiducies étrangères exemptes » (les « **Fonds constitués en fiducie sous-jacents** ») aux fins des règles sur les fiducies non résidentes prévues aux articles 94 et 94.2 de la Loi de l'impôt.

Si la juste valeur marchande totale à un moment donné de l'ensemble des participations fixes d'une catégorie donnée dans un Fonds constitué en fiducie sous-jacent détenues par le Fonds, par des personnes ou des sociétés de personnes qui ont un lien de dépendance avec le Fonds ou par des personnes ou des sociétés de personnes qui ont acquis leurs participations dans le Fonds constitué en fiducie sous-jacent en échange d'une contrepartie donnée par le Fonds au Fonds constitué en fiducie sous-jacent, correspond au moins à 10 % de la juste valeur marchande totale, à ce moment, de l'ensemble des participations fixes de la catégorie donnée du Fonds constitué en fiducie sous-jacent, le Fonds constitué en fiducie sous-jacent pourrait constituer une « société étrangère affiliée », auquel cas il sera réputé, aux termes de l'article 94.2 de la Loi de l'impôt, constituer à ce moment une société étrangère affiliée contrôlée du Fonds.

Si le Fonds constitué en fiducie sous-jacent est réputé être une société étrangère affiliée contrôlée du Fonds à la fin d'une année d'imposition donnée du Fonds constitué en fiducie sous-jacent et qu'il touche un revenu qui est défini comme un « revenu étranger accumulé, tiré de biens » au sens de la Loi de l'impôt au cours de cette année d'imposition du Fonds constitué en fiducie sous-jacent, la quote-part du Fonds du revenu étranger accumulé, tiré de biens (sous réserve de la déduction d'un montant majoré au titre de l'« impôt étranger accumulé » comme il est indiqué ci-après) doit être incluse dans le calcul de son revenu aux fins de l'impôt sur le revenu fédéral

canadien pour l'année d'imposition du Fonds au cours de laquelle l'année d'imposition du Fonds constitué en fiducie sous-jacent prend fin, que le Fonds reçoive ou non dans les faits une distribution de ce revenu étranger accumulé, tiré de biens. Il est prévu que la totalité du revenu, calculé aux fins de l'impôt sur le revenu fédéral canadien, attribuée ou distribuée à un Fonds constitué en fiducie sous-jacent par les émetteurs dont il détient des titres sera un revenu étranger accumulé, tiré de biens. Ce revenu étranger accumulé, tiré de biens, comprendra également tout gain en capital imposable réalisé net, calculé aux fins de l'impôt sur le revenu fédéral canadien, du Fonds constitué en fiducie sous-jacent tiré de la disposition de ces titres.

Si un montant de revenu étranger accumulé, tiré de biens devait être inclus dans le calcul du revenu du Fonds pour l'application de l'impôt sur le revenu fédéral canadien, un montant majoré peut être déductible au titre de l'« impôt étranger accumulé » au sens de la Loi de l'impôt, s'il y a lieu, applicable au revenu étranger accumulé, tiré de biens. Tout montant de revenu étranger accumulé, tiré de biens inclus dans le revenu (déduction faite du montant de toute déduction au titre de l'impôt étranger accumulé) augmentera le prix de base rajusté pour le Fonds de ses parts du Fonds constitué en fiducie sous-jacent à l'égard desquelles le revenu étranger accumulé, tiré de biens a été inclus.

Imposition de votre placement dans le Fonds

L'imposition de votre placement dans le Fonds dépend de la manière dont votre placement est détenu, soit dans le cadre d'un régime enregistré, soit autrement que dans le cadre d'un régime enregistré.

Si vous détenez les parts du Fonds autrement que dans le cadre d'un régime enregistré

Vous devez tenir compte, aux fins de l'impôt sur le revenu, de la partie imposable de toutes les distributions (y compris les distributions sur les frais) qui vous ont été versées ou qui doivent vous être versées (collectivement, « **versées** ») par le Fonds au cours de l'année, calculées en dollars canadiens, que ces montants vous soient versés au comptant ou qu'ils soient réinvestis dans d'autres parts. Le montant des distributions réinvesties s'ajoute au PBR de vos parts afin de réduire votre gain en capital ou d'augmenter votre perte en capital lorsque vous faites racheter les parts ultérieurement. Ainsi, vous n'aurez aucun impôt à payer sur le montant par la suite.

Les distributions versées par le Fonds pourraient se composer de gains en capital, de dividendes imposables ordinaires, de revenu de source étrangère, d'autre revenu et/ou de remboursements de capital.

Les dividendes imposables ordinaires sont inclus dans votre revenu et sont assujettis aux règles de majoration et de crédit d'impôt pour dividendes applicables. Les distributions de gains en capital versées seront traitées comme des gains en capital que vous avez réalisés, dont la moitié devra généralement être comprise dans le calcul de votre revenu, à titre de gains en capital imposables. Le Fonds peut effectuer des attributions à l'égard de son revenu de source

étrangère de sorte que vous pourriez être en mesure de demander tous les crédits pour impôts étrangers qu'il vous attribue.

Le Fonds peut vous verser un remboursement de capital. Si vous recevez des distributions qui sont supérieures à votre quote-part du revenu net et des gains en capital nets réalisés du Fonds pour l'année, l'excédent sera généralement considéré comme un remboursement de capital. Un remboursement de capital n'est pas imposable, mais il réduit le PBR de vos parts du Fonds, de sorte que lorsque vous ferez racheter vos parts, vous réaliserez un gain en capital plus important (ou une perte en capital moins importante) que si vous n'aviez pas touché de remboursement de capital. Si le PBR de vos parts est inférieur à zéro, le PBR de vos parts sera réputé avoir augmenté pour s'établir à zéro et vous serez réputé avoir réalisé un gain en capital équivalant au montant de cette augmentation.

Lorsque des parts du Fonds sont acquises au moyen de l'achat de titres du Fonds ou d'un échange visant à obtenir des parts de ce Fonds, une partie du prix d'acquisition peut représenter le revenu et les gains en capital du Fonds qui n'ont pas encore été réalisés ou distribués. Par conséquent, les porteurs de parts qui acquièrent des parts du Fonds sont tenus d'inclure dans leur revenu des montants distribués par le Fonds même si le revenu et les gains en capital distribués ont été gagnés par le Fonds avant que le porteur de parts ait acquis les parts et ont été inclus dans le prix des parts. Cette imposition pourrait être particulièrement importante si vous souscrivez des parts du Fonds tard dans l'année.

Plus le taux de rotation du portefeuille du Fonds au cours d'un exercice est élevé, plus il est probable que vous recevrez des distributions de gains en capital au cours de l'exercice. Rien ne prouve qu'il existe un lien entre un taux de rotation élevé et le rendement du Fonds.

Vous réaliserez un gain en capital (ou subirez une perte en capital) si des parts que vous détenez dans le Fonds sont rachetées d'un compte non enregistré. En général, si la VL des parts rachetées est supérieure à leur PBR, vous réaliserez un gain en capital. Si leur VL est inférieure au PBR, vous subirez une perte en capital. Vous pouvez déduire les autres frais de rachat lors du calcul de vos gains (ou de vos pertes) en capital. De façon générale, la moitié de vos gains en capital est comprise dans le calcul de votre revenu aux fins de l'impôt comme gain en capital imposable et la moitié de vos pertes en capital peut être déduite de vos gains en capital imposables, sous réserve des dispositions de la Loi de l'impôt.

Dans certains cas, les règles relatives à la restriction des pertes limiteront le montant des pertes en capital que vous pourrez déduire ou en empêcheront la déduction. Par exemple, une perte en capital que vous réalisez sur un rachat de parts sera réputée être nulle si, au cours de la période qui commence 30 jours avant la date du rachat et qui prend fin 30 jours après celle-ci, vous avez acquis des parts identiques (y compris suivant le réinvestissement d'une distribution ou d'une distribution de frais qui vous est versée) et que vous continuez de détenir ces parts identiques à la fin de la période. Dans un tel cas, le montant de la perte en capital qui est refusée s'ajoute au PBR de vos parts. Cette règle s'applique également si les parts identiques sont

acquises et détenues par une personne affiliée (au sens de la Loi de l'impôt).

Le PBR doit être calculé distinctement pour chaque série de parts du Fonds dont vous êtes propriétaire, et il doit être calculé en dollars canadiens. Le PBR total des parts d'une série particulière du Fonds correspond généralement à ce qui suit :

- le total de tous les montants que vous avez payés afin de souscrire ces parts, y compris les frais d'acquisition que vous avez acquittés au moment de la souscription;

plus

- le PBR de toutes les parts d'une autre série qui ont été échangées selon une imposition reportée contre des parts de la série concernée;

plus

- le montant de toutes les distributions sur cette série qui ont été réinvesties;

moins

- l'élément des distributions correspondant à un remboursement de capital pour les parts de cette série;

moins

- le PBR des parts de la série qui ont été échangées selon une imposition reportée contre des parts d'une autre série et/ou d'un autre Fonds Mackenzie;

moins

- le PBR de l'ensemble des parts de cette série que vous avez fait racheter.

Le PBR d'un seul titre correspond à la moyenne du PBR total. Que vous échangiez vos parts d'une série contre des parts d'une autre série du Fonds, le coût des nouvelles parts acquises en échange correspondra généralement au PBR des anciens titres échangés.

Par exemple, supposons que vous êtes propriétaire de 500 parts d'une série donnée du Fonds ayant un PBR unitaire de 10 \$ (soit un total de 5 000 \$). Supposons ensuite que vous souscrivez 100 parts supplémentaires de la même série du Fonds moyennant 1 200 \$, frais d'acquisition compris. Votre PBR total s'élève à 6 200 \$ pour 600 parts et votre nouveau PBR à l'égard de chaque part de la série du Fonds correspond à 6 200 \$ divisé par 600 parts, soit 10,33 \$ la part.

Impôt minimum de remplacement

Les montants inclus dans votre revenu comme distributions imposables ordinaires ou distributions de gains en capital, ainsi que les gains en capital que vous avez réalisés à la disposition de parts peuvent augmenter votre assujettissement à l'impôt minimum de remplacement.

Relevés d'impôt et déclarations

Nous vous ferons parvenir chaque année des relevés d'impôt faisant état de la partie imposable de vos distributions, du volet remboursement du capital des distributions et du produit de rachat qui vous sont payés. Aucun relevé d'impôt ne vous sera envoyé si vous n'avez pas reçu de distributions ou de produit de rachat. Vous devriez conserver des relevés détaillés du coût d'acquisition, des frais d'acquisition, des distributions et du produit de rachat qui vous sont applicables afin d'être en mesure de calculer le PBR de vos parts. Vous pouvez également consulter un conseiller en fiscalité qui vous aidera à effectuer ces calculs.

En règle générale, vous devrez transmettre à votre conseiller financier des renseignements sur votre citoyenneté ou votre résidence aux fins de l'impôt et, s'il y a lieu, votre numéro d'identification de contribuable aux fins de l'impôt étranger. Si vous i) êtes identifié comme une personne des États-Unis (notamment un résident des États-Unis ou un citoyen américain); ii) êtes identifié comme un

résident d'un pays autre que le Canada ou les États-Unis aux fins fiscales, ou iii) omettez de fournir les renseignements requis et qu'un indice de statut américain ou non canadien est présent, des renseignements à votre sujet ou concernant votre placement dans le Fonds seront communiqués à l'ARC. L'ARC peut transmettre ces renseignements aux autorités fiscales étrangères pertinentes en vertu de traités d'échange de renseignements.

Si vous détenez les parts du Fonds dans le cadre d'un régime enregistré

Les parts du Fonds ne constituent pas et ne devraient pas constituer des « placements admissibles » pour les régimes enregistrés, et ceux-ci et leurs titulaires pourraient subir des conséquences fiscales négatives importantes lorsqu'un régime enregistré achète et détient des placements non admissibles. **Par conséquent, il est recommandé de ne pas détenir des parts du Fonds dans des régimes enregistrés.**

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS, DES DIRIGEANTS ET DES FIDUCIAIRES

Pour exercer ses activités, le Fonds n'emploie pas directement des administrateurs, des dirigeants ou des fiduciaires. Nous, en notre qualité de gestionnaire du Fonds, fournissons tout le personnel nécessaire à l'exercice des activités du Fonds.

Chaque membre du CEI a droit à des honoraires annuels de 40 000 \$ (50 000 \$ pour le président) et des jetons de présence de 1 500 \$ pour chacune des réunions auxquelles il assiste. De plus, le président d'un sous-comité du CEI a droit à des honoraires annuels de 5 000 \$. Les membres sont en outre remboursés des frais raisonnables engagés dans l'exercice de leurs fonctions, y compris les frais de déplacement et de séjour raisonnables. Nous avons également souscrit une assurance responsabilité pour les membres du CEI. Pour l'exercice clos le 31 mars 2021, les Fonds Mackenzie ont passé en charges à ce titre un montant total de 255 269 \$. Tous ces frais et charges ont été répartis entre les Fonds Mackenzie d'une manière équitable et raisonnable.

Les Fonds Mackenzie ont versé au total à chacun des membres du CEI la rémunération et le remboursement des frais indiqués ci-après :

Tableau 5 : Rémunération des membres du CEI

Membre du CEI	Rémunération individuelle totale, y compris le remboursement des frais
Robert Hines (président)	70 292,78 \$
Martin Taylor ¹	67 923,50 \$
George Hucal	66 421,78 \$
Scott Edmonds	74 836,34 \$
Atul Tiwari ²	s.o.

¹Martin Taylor a quitté le CEI le 24 février 2021.

²Atul Tiwari s'est joint au CEI le 22 septembre 2021.

Avec prise d'effet le 1^{er} juillet 2021, chaque membre du CEI a droit à des honoraires annuels de 50 000 \$ (60 000 \$ pour le président) et des jetons de présence de 3 500 \$ pour chacune des réunions trimestrielles auxquelles il assiste. De plus, les membres du CEI ont droit à 1 500 \$ pour toute réunion supplémentaire.

Pour connaître davantage le rôle du CEI, veuillez consulter la rubrique « **Comité d'examen indépendant des Fonds Mackenzie** ».

CONTRATS IMPORTANTS

On trouvera ci-dessous des renseignements sur les contrats importants conclus par le Fonds en date de la présente notice annuelle de même qu'une description des conventions de gestion de portefeuille que nous avons conclues avec certaines sociétés à l'égard de certains des Fonds Mackenzie. Les contrats moins importants conclus par le Fonds dans le cours normal de ses activités ont été exclus.

Vous pouvez consulter des copies des contrats dont il est question ci-après durant les heures normales d'ouverture à nos bureaux de Toronto, au **180, rue Queen Ouest, Toronto (Ontario) M5V 3K1**.

Déclaration de fiducie principale

Nous avons conclu une déclaration de fiducie, datée du 17 décembre 2021, aux termes de laquelle le Fonds est régi. La déclaration de fiducie fait état des pouvoirs et des responsabilités du gestionnaire et du fiduciaire du Fonds, des caractéristiques des parts du Fonds, des modalités relatives à la souscription, à l'échange et au rachat de parts, à la tenue de livres, au calcul du revenu du Fonds et d'autres formalités administratives. La déclaration renferme également des dispositions relatives au choix d'un fiduciaire remplaçant, advenant notre démission, et à la dissolution du Fonds, s'il est impossible de trouver un fiduciaire remplaçant. Nous ne recevons aucune rémunération pour agir en tant que fiduciaire (une telle rémunération serait exigée si les services d'un fiduciaire externe étaient retenus), mais nous pouvons nous faire rembourser tous les frais engagés pour le compte du Fonds.

Convention de gestion principale

Nous avons conclu une convention de gestion principale (la « **convention de gestion principale** ») le 17 décembre 2021 en vue d'assurer la prestation des services de gestion et d'administration qui sont nécessaires pour permettre au Fonds d'exercer ses activités commerciales.

Aux termes de la convention de gestion principale, nous devons directement assurer la prestation de services administratifs pour le Fonds, la prestation de services de gestion de portefeuille, de services

de placement dans le cadre de la promotion et de la vente des parts du Fonds et d'autres services, ou prendre des dispositions avec d'autres personnes ou sociétés à cet égard. La convention de gestion principale renferme une description des frais et des charges qui nous sont payables par le Fonds, y compris le taux des frais de gestion et le taux des frais d'administration lorsqu'ils sont applicables, et la convention de gestion principale est modifiée chaque fois qu'un nouveau fonds ou une nouvelle série d'un fonds s'ajoute à la convention de gestion principale. Nous avons signé la convention de gestion principale pour notre propre compte en qualité de gestionnaire et, pour le compte du Fonds dont nous sommes le fiduciaire, en notre qualité de fiduciaire.

La convention de gestion principale est, en général, reconduite d'année en année, sauf si elle est résiliée moyennant un préavis écrit d'au moins 6 mois à cet effet. La convention de gestion principale peut être résiliée sur remise d'un préavis plus court si l'une des parties manque à ses obligations aux termes de la convention pendant au moins 30 jours sans remédier à ce manquement ou si l'autre partie déclare faillite, cesse de détenir les approbations requises des autorités de réglementation ou commet un acte ayant une incidence négative importante sur sa capacité de s'acquitter des obligations aux termes de la convention de gestion principale.

Convention de dépositaire principale

En date du 24 février 2005, nous avons conclu une convention de dépositaire principale, en sa version modifiée, avec la CIBC pour le compte du Fonds, en vue d'obtenir des services de garde pour les actifs du Fonds (la « **convention de dépositaire principale** »).

La convention de dépositaire principale est conforme aux dispositions pertinentes du Règlement 81-102 concernant les services de garde et, aux termes de celle-ci, le dépositaire doit détenir l'actif du Fonds en fidéicommis et désigner séparément l'actif détenu dans les comptes du Fonds. La convention renferme un barème qui définit quels Fonds Mackenzie sont régis par cette convention, ainsi que les honoraires devant être versés au dépositaire pour les services qu'il fournit aux Fonds Mackenzie. La convention peut être résiliée par les Fonds Mackenzie ou par le dépositaire moyennant un préavis écrit de 120 jours.

LITIGES ET INSTANCES ADMINISTRATIVES

Nous ne sommes au courant d'aucune poursuite judiciaire ou administrative en cours qui est importante pour les Fonds Mackenzie et à laquelle ceux-ci ou nous sommes parties.

Amendes et sanctions

Nous avons conclu une entente de règlement avec la CVMO le 6 avril 2018 (l'« **entente de règlement** »).

L'entente de règlement énonce que nous avons fait défaut i) de nous conformer au *Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif* (le « **Règlement 81-105** ») en ne respectant pas les normes de conduite minimales attendues des participants du secteur à l'égard de certaines pratiques commerciales qui ont eu cours entre mai 2014 et décembre 2017; ii) de mettre en place les systèmes de contrôle et de surveillance concernant nos pratiques commerciales qui nous auraient permis de donner une assurance raisonnable que nous nous conformions aux obligations qui nous incombent selon le Règlement 81-105; et iii) de tenir les livres et les registres et de conserver les autres documents qui nous auraient permis de démontrer que nous nous conformions au Règlement 81-105.

Nous avons pris les engagements suivants : i) acquitter une pénalité administrative de 900 000 \$ auprès de la CVMO; ii) soumettre nos pratiques, nos procédures et nos contrôles en matière de vente à un examen régulier par un conseiller indépendant jusqu'à ce que la CVMO soit satisfaite que notre programme sur les pratiques commerciales respecte en tous points les lois sur les valeurs mobilières; et iii) acquitter les frais d'enquête de la CVMO, s'élevant à 150 000 \$.

Le Règlement 81-105 a pour but de décourager les pratiques commerciales qui pourraient être perçues comme incitant les courtiers et leurs représentants à vendre des titres d'OPC à l'égard desquels ils ont reçu des incitatifs (comme des articles ou des activités de promotion) plutôt que parce que les titres conviennent à leurs clients et qu'ils sont dans leur intérêt.

Dans l'entente de règlement et à l'issue de son enquête, la CVMO a souligné que i) nous avons consacré d'importantes ressources financières et humaines à l'amélioration de nos systèmes de contrôle et de surveillance concernant nos pratiques commerciales; ii) nous avons retenu les services d'un conseiller indépendant en septembre 2017 pour évaluer la qualité de nos contrôles sur nos pratiques commerciales, et que le conseiller avait constaté une amélioration constante, dans l'ensemble, de notre culture de conformité, et une augmentation des ressources, tant en personnel que dans les systèmes, affectées à la conformité des pratiques commerciales depuis 2014; et iii) nous n'avions pas fait l'objet par le passé d'aucune mesure disciplinaire de la part de la CVMO et avons collaboré avec le personnel de la CVMO dans le cadre de son enquête sur les questions visées à l'entente de règlement.

Nous avons fourni, à l'exclusion de nos produits de fonds d'investissement (les « **produits Mackenzie** »), tous les avantages pécuniaires et non pécuniaires en cause. Ces questions n'ont eu aucune incidence sur le rendement et le ratio des frais de gestion des produits Mackenzie. Nous avons acquitté, à l'exclusion des produits Mackenzie, tous les frais, amendes et charges liés au règlement de ces questions, notamment la pénalité administrative, les frais d'enquête et les frais du conseiller indépendant en matière de conformité mentionnés ci-dessus.

ATTESTATION DU FONDS ET DU GESTIONNAIRE ET PROMOTEUR DU FONDS

La présente notice annuelle, avec le prospectus simplifié et les documents intégrés par renvoi dans celui-ci, révèlent de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement au moyen du prospectus simplifié, conformément à la législation en valeurs mobilières de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada, et ne contiennent aucune information fautive ou trompeuse.

Datée du 26 janvier 2022.

Fonds de crédit privé à intervalle Mackenzie Northleaf

(le « Fonds »)

« Barry S. McInerney »

Barry S. McInerney
Président du conseil, président et chef de la direction
Corporation Financière Mackenzie

« Luke Gould »

Luke Gould
Vice-président directeur et chef des finances
Corporation Financière Mackenzie

**AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CORPORATION FINANCIÈRE MACKENZIE
EN SA QUALITÉ DE GESTIONNAIRE, DE PROMOTEUR ET DE FIDUCIAIRE DU FONDS**

« Karen L. Gavan »

Karen L. Gavan
Administratrice
Corporation Financière Mackenzie

« Brian M. Flood »

Brian M. Flood
Administrateur
Corporation Financière Mackenzie

Fonds de crédit privé à intervalle Mackenzie Northleaf

Des renseignements supplémentaires sur le Fonds figurent dans le prospectus simplifié du Fonds, son aperçu du fonds, ses rapports de la direction sur le rendement du fonds et ses états financiers. Ces documents sont intégrés par renvoi dans la présente notice annuelle, de sorte qu'ils en font légalement partie intégrante, comme s'ils en constituaient une partie imprimée.

Vous pouvez obtenir sur demande et sans frais un exemplaire de ces documents en composant le **1 800 387-0615** (service en français) ou le **1 800 387-0614** (service en anglais), en communiquant avec nous à l'adresse électronique **service@placementsmackenzie.com** ou en communiquant avec votre conseiller financier.

Vous pouvez également obtenir ces documents et d'autres renseignements concernant le Fonds, comme les circulaires de la direction et les contrats importants au **www.placementsmackenzie.com** ou au **www.sedar.com**.

Gestionnaire du Fonds :

Corporation Financière Mackenzie, 180, rue Queen Ouest, Toronto (Ontario) M5V 3K1



MACKENZIE
Placements